





Le Monde

étranger

CHINE

AVANT SON VOYAGE EN EUROPE OCCIDENTALE

M. Hua Guofeng nuance ses critiques de la politique de détente

De notre correspondant

Pékin. — Une semaine avant d'entamer son voyage en Europe, le président Hua Guofeng a reçu, le 2 octobre, les journalistes des pays qu'il s'apprête à visiter (France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne et Italie). Le chef du P.C. et du gouvernement chinois a répondu pendant près d'une heure à une douzaine de questions, dont la plus intéressante a été celle du rôle de la Chine dans la politique internationale. « Nous ne sommes pas contre la détente et nous comprenons que la R.F.A. souhaite la voir se développer », a-t-il déclaré. « Nous ne sommes pas contre la détente et nous comprenons que la R.F.A. souhaite la voir se développer », a-t-il déclaré. « Nous ne sommes pas contre la détente et nous comprenons que la R.F.A. souhaite la voir se développer », a-t-il déclaré.

M. Hua Guofeng n'en a tenu à une position voisine en répondant à une question sur les négociations sino-soviétiques qui viennent de s'engager à Moscou. « La Chine, a-t-il dit, espère que, grâce à ces négociations, les problèmes en suspens pourront être réglés. (...) Elle souhaite sincèrement améliorer ses relations bilatérales avec l'Union soviétique, car le bas des cinq principes de la coexistence pacifique. Savoir si ce résultat peut être atteint dépend de la sincérité de l'U.R.S.S. Il est trop tôt pour le dire. » Le président a encore évoqué le rôle des Soviétiques à propos de l'Indochine. Comme on lui demandait si la Chine envisageait de « donner une deuxième leçon » au Vietnam, il a répondu que, si le 8 mars, en annonçant le retrait de ses troupes, le P.C. « était réveillé, ce ne serait pas de sa faute ». « Si, avec la soutien du socialisme impérialisme soviétique, le Vietnam poursuit ses provocations », on ne saurait mieux dire que, dans l'affaire indochinoise, c'est l'attitude du Vietnam qui est responsable.

Avec beaucoup de prudence,

Aucun contact avec le Vietnami

M. Hua Guofeng est tout à fait net sur la question de la Chine et les relations entre la Chine et le Vietnami. « Il n'y a aucun contact avec ce pays », a-t-il déclaré. « Si, avec la soutien du socialisme impérialisme soviétique, le Vietnam poursuit ses provocations », on ne saurait mieux dire que, dans l'affaire indochinoise, c'est l'attitude du Vietnam qui est responsable.

CAMBODGE

Le prince Sihanouk propose au Vietnam d'engager des pourparlers pour « rétablir l'indépendance et la neutralité » de son pays

Le prince Sihanouk a envoyé dimanche 27 octobre, au premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong, une lettre dans laquelle il lui propose d'engager des pourparlers afin « de rétablir la situation au Cambodge et son indépendance et sa neutralité ». En sa qualité de président de la Confédération des Khmers nationalistes, récemment élu à Phnom Penh (le Monde du 6 octobre), il veut en garde le chef du gouvernement vietnamien contre les très graves conséquences que ces récents événements ont pour le Cambodge.

lui imposant de sauver le peuple khmer du génocide, et enfin les chances de coopération et d'entraide avec le mouvement de M. Heng Samrin. Le prince a d'ailleurs précisé qu'il n'avait pas d'intention de quitter le Cambodge. Le général Guek, ancien ministre des Affaires étrangères, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975. Le prince a d'ailleurs précisé qu'il n'avait pas d'intention de quitter le Cambodge.

Le prince propose que les pourparlers de paix s'engagent, au choix du gouvernement vietnamien, à Hanoi, Phnom Penh ou à Paris.

Dans sa lettre, le prince réitére les trois « justifications » utilisées par le Vietnam pour envahir le Cambodge : respecter les « provocations », arrêter les Khmers rouges en territoire vietnamien, le « devoir humanitaire ».

Signé par Fred, votre signe est d'or.



6, rue Royale, Paris 6. Tél. 260.30.65. Boutique Fred, 84, Champs-Élysées. Hôtel Loews, Monte-Carlo. Hôtel Byblos, Saint-Tropez. Aéroport d'Orly-Beverly Hills.

AFGHANISTAN

Plusieurs personnalités accusées de complot sont graciées

Le nouveau président afghan, M. Habibullah Amin, a gracié dimanche 27 octobre, plusieurs personnalités accusées de complot. Parmi elles, le général Abdul Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, et le général Abdul Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée.

Les trois ministres avaient pris une part active au mouvement du président Daoud en avril 1978. Le général Qader, notamment, était l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

Le général Qader, ancien ministre de la Défense et commandant en chef de l'armée, a été arrêté dimanche 27 octobre, et son nom a été cité comme l'un des auteurs de la révolution du 23 avril 1975.

INDE

Jaya Prakash Narayan est mort

Jaya Prakash Narayan, personnalité populaire et respectée, qui déclencha le mouvement de protestation ayant conduit à la chute du gouvernement de Mme Gandhi, est mort, lundi 8 octobre, à Patna, capitale du Bihar, des suites d'une longue maladie, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Comme autrui, le mahatma Gandhi, il tirait toute popularité du rôle moral dont il se croyait investi et des formes de luttes qu'il avait adoptées.

La « conscience » du parti Janata

Justicier, conciliateur, redresseur de tort, « bonne âme », gardien moral de la conscience de la nation, trouble-fête qui aurait précipité le pays au bord d'une catastrophe, J.P., ainsi qu'il était appelé en Inde, était assurément un personnage à multiples facettes. Trop ouvert, à parfois, détaché pour se poser en véritable héritier spirituel de Gandhi ; trop controversé et trop méprisé pour accepter des responsabilités politiques qu'il ne voulait pas assumer.

La « ruse » des communistes

Mais il ne tarde pas à se décoller des routes, inconfortablement installés à Moscou, lorsque, peu à peu, il découvre le visage du stalinisme. Quand les communistes, dit-il, parlent de « front », c'est toujours par ruse ; ils n'acceptent jamais de partager le pouvoir. La lutte pour l'indépendance (contre le colonialisme) n'est que le prétexte à une lutte pour le pouvoir.

ALAIN JACOB.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Violente manifestation antinucéaire près de Boston

Shahook (New-Hampshire) (A.F.P.). — De violentes affrontements ont eu lieu samedi 6 octobre sur le site de la centrale nucléaire en construction de Seabrook, dans le New-Hampshire, où environ mille quatre cents manifestants ont tenté d'occuper le chantier. Faisant usage de gaz lacrymogènes, de poissades, de jets de pierres, de coups de pierres, les policiers ont dispersé les manifestants.

Assassinat d'un dirigeant sandiniste

Managua (Nicaragua). — Un dirigeant sandiniste, Marcel Pallas, cousin de l'ancien président Anastasio Somoza, a été enlevé dimanche 5 octobre, le ministre de l'Intérieur, le commandant Tomás Borge.

El Salvador

M. LUIZ ESCALANTE ARCE, président de la Banque agricole et commerciale du Salvador, a été enlevé dimanche 6 octobre par des hommes de l'armée clandestine du FMLN, dit Rebelles, dont il est le directeur.

Guatemala

M. JORGE RAUL GARCIA GRAYADOS, un homme d'affaires proche parent du président Luján, a été enlevé dimanche 7 octobre à Guatemala par des hommes de l'armée clandestine du FMLN, dont il est le directeur.

Nicaragua

Le principal responsable du mouvement de révolte, le ministre de l'Intérieur, le commandant Tomás Borge, a été enlevé dimanche 6 octobre, le ministre de l'Intérieur, le commandant Tomás Borge.

Assassinat d'un dirigeant sandiniste

Managua (Nicaragua). — Un dirigeant sandiniste, Marcel Pallas, cousin de l'ancien président Anastasio Somoza, a été enlevé dimanche 5 octobre, le ministre de l'Intérieur, le commandant Tomás Borge.

El Salvador

M. LUIZ ESCALANTE ARCE, président de la Banque agricole et commerciale du Salvador, a été enlevé dimanche 6 octobre par des hommes de l'armée clandestine du FMLN, dit Rebelles, dont il est le directeur.

Guatemala

M. JORGE RAUL GARCIA GRAYADOS, un homme d'affaires proche parent du président Luján, a été enlevé dimanche 7 octobre à Guatemala par des hommes de l'armée clandestine du FMLN, dont il est le directeur.

Nicaragua

Le principal responsable du mouvement de révolte, le ministre de l'Intérieur, le commandant Tomás Borge, a été enlevé dimanche 6 octobre, le ministre de l'Intérieur, le commandant Tomás Borge.







## M. Brejnev a relancé les discussions sur la situation militaire en Europe

gauche du parti mène campagne en effet pour que les négociations sur le désarmement prennent le pas sur la modernisation de l'arsenal nucléaire de l'OTAN.

Le discours de M. Brejnev, en tout cas, a d'ores et déjà relancé les discussions sur la situation militaire en Europe.

[illegible]

posée, nous estimons possible de faire passer de la répression à la rééducation. (...) Ce n'est pas de la R.D.A. qui a le plus besoin, ce n'est pas elle qui a le plus besoin de la R.D.A.», a déclaré l'ancien prisonnier exilé en R.F.A. pour protester contre la répression politique à l'Est et pris fin sans incident.

**BERNARD GUETTA.**

**DANS LA PRESSE PARISIENNE**

... à la danger. Le FIGARO, l'Occident hésite. L'Occident hésite toujours entre ce qu'on appelle dans les années 50 le « containment » et l'appasement. L'Occident hésite toujours entre ce qu'on appelle dans les années 50 le « containment » et l'appasement. L'Occident hésite toujours entre ce qu'on appelle dans les années 50 le « containment » et l'appasement.

**C'est nous  
Nous sommes  
sans escale  
Nous sommes  
pour Dallas  
et le seul s**

Et nous sommes la seule à  
proposer des correspondances

De plus, dans ces deux aéroports de  
Boston et Dallas/Fort Worth, nous vous  
offrons des correspondances dans la même  
sérénité entre nos vols transatlantiques et  
nos vols intérieurs américains.

**Dallas-Fort Worth.**  
Cette liaison fonctionne tous les lundis et vendredis. Elle est effectuée en coopération avec Air France, via Washington DC.  
Pour toute information ou réservation appelez votre Agent de Voyage ou le (1) 720 42 42.

Cette liaison fonctionne tous les lundis et vendredi. Elle est effectuée en coopération avec Air France, via Washington DC.

Pour toute information ou réservation appelez votre Agent de Voyage ou le (1) 720 42 42.



# DU CHEF DE L'ÉTAT PORTUGAIS

## Un même rêve

par MAURICE DUVERGER

Dans leurs conversations, le général Enxas et M. Giscard d'Estaing se sont entretenus à l'occasion de la relation franco-portugaise. On peut penser qu'ils ont abordé aussi les questions de pouvoir, les ont-ils abordés ? L'un et l'autre ont un même problème personnel : le renouvellement de leur mandat en 1982, où ils affronteront leurs concitoyens à quelques semaines d'intervalle. Mais, surtout, ils agissent tous les deux dans le cadre d'un système politique fort rare : le régime semi-présidentiel, caractérisé par la présence d'un chef d'Etat désigné au suffrage universel et doté de pouvoirs autonomes en face d'un premier ministre responsable devant l'Assemblée.

Suède, la Finlande, le Japon et le Portugal le pratiquent réellement. A Helsinki, l'an prochain, M. Giscard d'Estaing rencontrera son autre homologue, M. Kekkonen, auquel il demandera sans doute le secret de son exceptionnelle longévité à la tête d'un Etat où il a pris ses fonctions en 1955 et a constamment été réélu depuis lors. Le pouvoir suppose donc des fonctions très différentes dans les trois nations. Disposant d'une majorité parlementaire qu'il dirige, malgré quelques grognements dans ses rangs, le président français a réduit le premier ministre au rôle d'un exécutif docile, régnant dans les pays sans majorité stable, ses homologues portugais et finlandais ne peuvent faire l'Assemblée à leur volonté, ce qui établit une réelle double d'influence. Rien ne garantit que la France ne tombe pas un jour dans une telle situation, qui correspondrait à la tradition des parlements à la III<sup>e</sup> et à la IV<sup>e</sup> République. Il suffirait probablement d'un retour à la proportionnelle pour renvoyer dans l'impuissance naturelle aux gouvernements sans appui parlementaire solide.

Les prérogatives d'un chef d'Etat semi-présidentiel ne lui permettent pas d'y parvenir complètement. C'est tout au plus à l'occasion de crises de confiance que celles d'un véritable chef d'Etat présidentiel, dont M. Caron illustre bien la faiblesse, et naturellement que celles d'un chef d'Etat parlementaire, presque inexistantes. L'exemple de M. Enxas est significatif. Militaire de carrière, sans ambition ni expérience politique, nommé au cabinet plutôt

que de foule, le président portugais s'est trouvé lancé dans la course à la magistrature suprême en 1976 par la nécessité de trouver pour catégoriser un général ayant à la fois la confiance des forces armées et celle des partis politiques. Les premières années ont été la révolution des castes et l'avaient contrôlés jusqu'au bout, à travers beaucoup de vicissitudes et de conflits. Elles ne voulaient pas abandonner tout le pouvoir aux seconds, qui devaient prendre le relais pour établir le démocratie.

Communismes et gauchistes mis à part, on s'est entenu sur la personne du président actuel, qui semble avoir échappé par devoir, sans grande conviction, à une fonction qui l'effrayait plus qu'elle ne l'attirait. Elu par plus de 80% des suffrages exprimés, il s'est d'abord confié le gouvernement à Maria Soares, qui l'a constitué avec le seul parti socialiste, ministre dans une Assemblée où il réunit 40% des sièges. Jusqu'au renversement de ce ministre, le chef de l'Etat s'est acquitté de sa tâche d'un bon maître, à lui-même qualifié de « dictateur » par l'Assemblée, mais elle n'est pas restée au sein de la scène politique, suivant ses propres termes. S'ouvre ensuite une nouvelle phase, où le général Enxas intervient plus activement dans l'exercice du pouvoir. Constant le 24 décembre 1977 que les députés maintiennent la formule d'un cabinet ministériel, il estime qu'une majorité parlementaire « stable et cohérente » est désormais nécessaire. Cette déclaration pousse le parti socialiste à s'allier au Centre démocratique et social, petite formation de droite modérée. Une telle coalition dispose d'une base suffisante à l'Assemblée, mais elle reste paralysée par ses contradictions.

En avril 1978, le président critique vivement les relations entre le Centre démocratique et social, petite formation de droite modérée. Une telle coalition dispose d'une base suffisante à l'Assemblée, mais elle reste paralysée par ses contradictions.

position du président de la République semble indécise. En fait, il poursuit à la fois deux objectifs. D'une part, constituer une équipe qui prône à bras-le-corps les propositions réelles de la nation, au lieu de rester cantonné par leurs aspects parlementaires. D'autre part, réunir une majorité de députés capables de soutenir une telle politique, tout en empêchant le pays d'être conduit, soit par un bloc de droite, soit par un bloc de gauche. Ici, c'est le général Enxas et M. Giscard d'Estaing n'ont intérêt à confronter leur rêve centré, qui est analogue, et ses difficultés de réalisation, qui sont différentes.

Il paraît douteux que les prochaines élections permettent de constituer à Lisbonne la majorité que le président appelle de ses vœux, formée par l'union du parti socialiste et des députés social-démocrates. La rigidité du parti

communiste d'Alvaro Cunhal rend aussi douteux que lui-même puisse gouverner avec Mario Soares. Le Portugal risque ainsi d'être conduit soit à une nouvelle Assemblée impuissante, soit à une victoire de l'extrême gauche par le Centre démocratique et social, les monarchistes et l'étrange parti social-démocrate de M. Sa Carneiro, doublement inquiétants, à son tour. Dans les deux cas, le général Enxas gèrera un rôle important. Dans le second, il deviendrait sans doute l'un des bastions essentiels protégeant la jeune démocratie portugaise. A travers sa ligne amoureuse, parfois déconcertante à première vue, en dépit d'une orientation constante vers ce pôle, elle le pousse à donner un coup de barre tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, suivant les sursauts du vent politique. M. Giscard d'Estaing aurait fort d'environner une situation qui correspond à ses idées : la sienne est beaucoup moins inconfortable.

## Code Civil Europa. Maintenant, la Loi est la même pour tout le monde.



En éditant son Code Civil, Europa n'a pas changé le Code Civil mais le rend accessible à tout le monde. Comme tous les Codes Europa, le Code Civil contient le texte intégral de la Loi dans une présentation claire, un dictionnaire des termes juridiques employés, des consultations juridiques pratiques et un index détaillé. Avec le Code Civil Europa, tout le monde est égal devant la Loi. Egalement parus : le Code Pénal, le Code de la Route. Vente exclusive en librairie.

Codes Europa La Loi chez soi : pratiques à consulter faciles à lire.

## LA CHUTE DES CHEVEUX

est-elle un phénomène irréversible ?

Vous avez des pellicules ? Votre cuir chevelu vous démange ? Vos cheveux tombent ? N'attendez pas que les années vous perdent, car pour lutter contre la chute des cheveux, il faut agir vite. Les spécialistes sérieux vous diront qu'il n'est pas de remède miracle contre la calvitie. Mais des spécialistes peuvent vous dire comment garder une belle chevelure. Ils proposent une nouvelle méthode, après examen, les produits sont appliqués localement, ils ne pénètrent pas dans le sang, ils ne favorisent pas la chute des cheveux. Chaque cheveu est traité individuellement. Les résultats sont visibles dès le premier jour, en dépit d'une orientation constante vers ce pôle, elle le pousse à donner un coup de barre tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, suivant les sursauts du vent politique. M. Giscard d'Estaing aurait fort d'environner une situation qui correspond à ses idées : la sienne est beaucoup moins inconfortable.

75001 PARIS 4, rue de Castiglione, Tél. 55-35-35

Service au téléphone pour rendez-vous : L'Institut Capillaire EUROCAP est ouvert sans interruption tous les jours de 11 h à 20 h, le samedi de 10 h à 18 h.

INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP Soins et hygiène des cheveux et de cuir chevelu. 75001 PARIS 4, rue de Castiglione, Tél. 55-35-35

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS la Rue de Provence ETAIT LA RUE DE L'ARGENTERIE BIJOUX La tradition se perpétue... Henri HERMANN

## ETRE LE PREMIER CREE DES DEVOIRS.

Etre leader ne permet pas de se reposer sur ses lauriers. Premier constructeur européen de maisons individuelles nous nous devons d'innover sans cesse : en prévoyant le recours aux nouvelles sources d'énergie, en adaptant les techniques de construction à la diversité des terroirs, en imaginant avec le concours de près de 150 architectes, les maisons d'aujourd'hui et celles de demain. Aller de l'avant exige un effort d'investissement sans répit, et qui passe souvent inaperçu. Ainsi, parce que nous avons fait le pari, il y a plus de trente ans, de mettre la maison individuelle à la portée de tous, avons-nous conscience de jouer un véritable rôle social dans le domaine de l'habitat.

Ainsi mettons-nous notre point d'honneur à nous imposer aussi des devoirs, non seulement envers nos clients mais également envers la collectivité. Et le premier des devoirs consiste souvent à montrer l'exemple.

PHENIX-PO



# LA FIN DU VOYAGE

## Le pape a

Jean-Paul II a regagné Rome ce lundi matin 6 octobre, après un voyage de neuf jours en Irlande et aux Etats-Unis. Les deux derniers jours passés à Washington ont été marqués par la rencontre du pape avec le président Carter à la Maison Blanche, samedi 6 octobre.

Dimanche, le pape a prononcé trois discours importants. Le premier, au sanctuaire national

de l'immaculée Conception, était adressé aux religieuses, sur le rôle de celles-ci dans l'Eglise. Le pape était accueilli par sœur Theresa Kane, présidente de la conférence des religieuses, qui a interpellé Jean-Paul II sur son attitude concernant l'ordination des femmes.

• Je vous demande avec insistance de prendre

en compte la souffrance et les peines de beaucoup de femmes américaines et d'écouter avec compassion les revendications des femmes, qui représentent la moitié de l'humanité, a déclaré le sénateur Kane. Vous avez parlé de la dignité de la personne, et cela s'applique aussi aux femmes dans l'Eglise. Celle-ci doit accepter que les femmes puissent participer à tous les ministères.

Dans son discours, le pape n'a pas répondu à cette requête, se contentant de demander à ces derniers d'« adhérer généralement au magistère authentique de l'Eglise » et de manifester leur consécration « par le signe extérieur permanent d'un vêtement religieux simple et

## LES ENTRETIENS AVEC M. CARTER ET LES REPRÉSENTANTS DE L'O.E.A.

## Plaidoyers pour un nouvel ordre économique et pour le respect des droits de l'homme

Washington. — Au cours de l'audience, qu'il avait accordée à M. Vance, au printemps, à Rome, Jean-Paul II avait surpris le secrétaire d'État en lui demandant de lui expliquer la portée exacte de leur conversation : « *Parfois, moi de la situation dans les Corréas.* » On ignore si le pape a interrogé les autres chefs d'État, mais il est de la province, sur internationale car aucune indi-

Ainsi, en déclarant qu'*« il connaît et apprécie les efforts des Etats-Unis pour parvenir à une limitation des armements, en particulier nucléaires »*, le pape a réjoui ses hôtes de la Maison Blanche, qui y ont vu un soutien inespéré dans leur combat pour la ratification des accords SALT. Jean-Paul II a été d'ailleurs réaliste en encourageant l'Amérique à assurer *« une réduction pro-*

denite et progressive de la capacité destructrice des arsenaux. Il ne s'agit donc pas d'aller trop vite, ni, ont conclu certains, d'ignorer le potentiel militaire soviétique.

Le pape a, d'autre part, attiré l'attention sur les responsabilités particulières des Etats-Unis au plan mondial : « L'Amérique a-t-elle dit, a fait preuve de bonté et de générosité dans les der-

nières décennies en fournissant de la nourriture aux affamés du monde. Elle fera grâce, j'en suis sûr, de la même générosité dans sa contribution à l'établissement d'un ordre mondial créant les conditions économiques et commerciales nécessaires pour des rapports plus justes entre tous les pays du monde, dans le respect de leur dignité et de leur personnalité. » Cet effort doit

du Vatican, s'écrit sur quelques problèmes internationaux. Ceux d'Amérique latine, d'Afrique australe et d'Asie sont simplement mentionnés. Mais que, en réponse, les dirigeants du Vatican ont fait, pour le moment, en faveur des accords de Camp David, le pape s'est borné à « réaffirmer l'intérêt spécial porté par l'Église à la recherche d'un état de paix au Proche-Orient et au besoin de trouver une solution acceptable sur le plan international à ces graves problèmes ». Et, en conclusion, le pape s'engage en revanche pour « arrêter la prolifération des armements » ; pour « condamner en commun le recours à la violence en l'honneur du monde » ; pour « appeler à la paix pour tous motifs » ; enfin, pour estimer que « la promotion des droits de l'homme représente l'élément dominant de notre époque ».

## Six mille invités à la Maison Blanche

[illegible]

MICHEL TATU.

## L'homme charismatique

De notre envoyé spécial

Washington. — Aux Etats-Unis, le voyage de Jean-Paul II a fait scintiller deux vérités : le pape est une des personnalités publiques les plus populaires au monde ; le message qu'il délivre avec force est un plaidoyer pour un retour aux valeurs les plus traditionnelles. Et le paradoxe apparaît est la juxtaposition de ces deux

[illegible]

Le pacte a été la justice.  
Sur la table de la vie individuelle,  
c'est le vigoureux rappel des  
interdictions de tout ce qui menace  
la famille; le divorce, la contraception,  
l'avortement, l'homosexualité,  
l'austérité.

Ce message a-t-il été entendu?  
La conscience publique qui s'est  
manifestée envers la police a été  
très discrète. Cependant, chez  
des prêtres et des religieuses,  
quelques pécuniaires sur la route du

**ALAIN WOODROW.**

**Créez  
votre société**  
à 99 \$ de vous-même  
**SIEGE SOCIAL**  
**PERMANENTE TELEPHONIQUE**  
SECRETARIAUX  
et démarches administratives

**REIPA 206 4112**



Manteau 70 % laine, 10 % polyamide, 10 % polyester, 10 % autres fibres, col "debout", boutonnage croisé, ceinture. **395 F.**  
**Quinzaine du manteau jusqu'au 12 octobre**

# Galleries Lafayette

**créez  
votre société**  
à tous de vos lieux  
**SIEGE SOCIAL**  
**PERMANENCE TELEPHONIQUE**  
**SECRETARIAT**  
et démarches administratives  
**RELCA 206 4112**

ALAIN WOODROW

DE JEAN-PAUL  
regagné

La de

**LIVRES**  
**POLONAIS**  
et livres

français

of Police

LIBELLA

TH...

Deposited 27

[illegible]

LES APPRENTIS

هكذا من الاول



**la marque qui va de l'avant.**

la marque émise par les restaurants



# DANS LE SUD-OUEST

## La grande inquiétude des paysans de Provence-Côte d'Azur « OUBLIÉS AU SOLEIL... »

De notre envoyé spécial

Du 4 au 8 octobre, M. Giscard d'Estaing a visité le Sud-Ouest, quelques semaines avant que les conseils régionaux d'Aquitaine de Midi-Pyrénées et du Languedoc-Roussillon n'arrêtent leurs positions sur le plan décentralisé par le chef de l'Etat, et qui doit entrer en application dès 1980.

Cet intérêt pour le Sud-Ouest, en dépit de la déflation qui manifeste notamment les Jeunes Agriculteurs, irrité profondément les paysans d'entre-Rhône, ceux de Provence-Côte d'Azur. Au regard des difficultés qui, selon eux, les attendent avec l'élargissement de la Communauté économique européenne, ils ont le sentiment d'être des « oubliés au soleil ».

Aix-en-Provence. — « Et nous alors ? C'est ce que semblait dire M. Pierre Delmas, président de la chambre régionale de Provence-Côte d'Azur, au moment où il a été identifié un an — où le Monde publiait une série d'articles sur le thème de l'élargissement du Marché commun. Comme les pouvoirs publics, nous avons mis la Provence à l'écart de l'enquête. Et M. Delmas, comme ses pairs en agriculture, de nous inciter à regarder la mer des terres habitées autour de l'étang de l'Herbe ou les langues de fleurs du littoral avant que tentent de révéler aux prestataires du néo-terroir la région est trop vaste, trop diverse pour supporter une description exhaustive. Entre l'Alp, l'Alp-de-Haute-Provence et, dans une moindre mesure, l'Alp-Maximilien, qui couvrent les deux tiers de ce territoire, connaissant les difficultés spécifiques de l'économie montagnarde. A cette époque, après le climat méditerranéen, poussé loin, se pointe jusqu'à Gap, c'est-à-dire des sols pierreux et froids, marqués par une surexploitation passée, derrière la frange de cultures très intensive de légumes et de fleurs, agréée sur le littoral, vient la Provence traditionnelle, occi-

pée de la mer par des massifs, où se pratique une culture extensive, puis ce sont les plaines ultravirides du Rhône et de la Durance, jardin potager de la France. Tous à l'ouest, la Camargue s'entrouvre sur la dispersion de son riz.

Au total, cinquante-huit mille exploitations. La population agricole par rapport à la population active totale est faible (5,5 %). Mais cette moyenne recouvre des extrêmes : 2,4 % seulement dans les Bouches-du-Rhône, 14,7 % dans la Vaucluse. Soit, en outre, la proportion de salaires agricoles est nettement plus élevée que dans le reste de la France. La taille des exploitations, enfin, n'est pas significativement pour les productions les plus courantes. Rappelons seulement que sur 1 % de la superficie agricole la région produit 15 % du tonnage français de légumes, 30 % des fruits et, sur 0,2 %

seulement, plus du quart des années 1960, puis est venue la technique du petit tunnel en plastique, le « chenille » qui dure un an, puis ce grand tunnel qu'on conserve cinq ou six ans, et enfin les serres louches.

M. Tassone était frappé par la diversité des productions et par la diversité des techniques. Il a commencé par tenter des tâches pour monter ses tunnels. Un sociologue avec son beau-frère, il crée un G.A.E.C. (Groupement agricole d'exploitation en commun).

« Aujourd'hui, on ne cherche des pots dans la tête, on nous explique plus de vingt salaires. Il parait qu'il y a 100 000 francs et plus de trois mois de travail comptable. Le G.A.E.C. livre huit mille les magasins qui blanchissent les produits. Les produits des 8 hectares de serres ne fournissent pas les besoins des associés.

M. Tassone crée alors une S.A.R.L. C'est elle qui achète au G.A.E.C. et aux producteurs voisins, et qui vend, qui exporte en Allemagne. Un an et demi, semi-remorques par semaine sur Strasbourg. Il vendra aussi en Espagne s'il le faut. « Le cours du produit est intéressant et la production est intéressante et la consommation de 10 %, le prix est encore le seul. Le G.A.E.C. est de suivre la demande et ne pas produire ce qu'il y a de tomates, on d'énormes laisses et les Allemands veulent du petit.

Le premier en France et, semble-t-il, encore le seul. Le G.A.E.C. des Bouches-du-Rhône, qui se consacre à la conservation de M. Salas, le Monde du 20 septembre 1979, qui devrait permettre d'ouvrir des marchés sur l'Indonésie ou Madagascar avec transport par bateau.

« En centimes, je ne compte pas »

M. Nivière lui-même, sur ses 25 hectares cultivables, n'en compte plus que les mille à la vente. « On ne se réfère pas à l'année 1977. Si on ne s'y était pas mis, on se serait fait les pieds sous le nez. Rendement : 10 tonnes par hectare. Mais l'année dernière, avec les anciennes méthodes, mais l'année dernière, par rapport à la valeur des produits, 600 à 500 % par hectare ».

La réclamation des producteurs dans les petites zones où le vigneron n'est pas à sa place, nécessaire encore parce que le revenu à l'hectare de fruits ou de légumes, après les charges de main-d'œuvre et de chauffage, n'est pas compétitif, n'était pas bien vu par des agriculteurs agricoles.

La profession ne voyait pas de faille dans son système. Le remplacement de la vigne restait du poids aux organisations agricoles. Ainsi, l'autonome parle-t-on pas de reconversion, mais de culture d'appoint : c'est l'introduction du maïs qui trouve parfois des bides à trop faible rendement. Le rendement dans les Bouches-du-Rhône, ne s'élève qu'à 25 quintaux par hectare et qui permet de constituer le volume des « importations » alimentaires régionales, destinées à l'alimentation animale : ce sont les cultures porte-graines (tomates, fèves, pois, haricots, légumes), qui ont besoin d'isolement pour éviter la pollinisation.

De notre envoyé spécial

seulement, plus du quart des années 1960, puis est venue la technique du petit tunnel en plastique, le « chenille » qui dure un an, puis ce grand tunnel qu'on conserve cinq ou six ans, et enfin les serres louches.

M. Tassone était frappé par la diversité des productions et par la diversité des techniques. Il a commencé par tenter des tâches pour monter ses tunnels. Un sociologue avec son beau-frère, il crée un G.A.E.C. (Groupement agricole d'exploitation en commun).

« Aujourd'hui, on ne cherche des pots dans la tête, on nous explique plus de vingt salaires. Il parait qu'il y a 100 000 francs et plus de trois mois de travail comptable. Le G.A.E.C. livre huit mille les magasins qui blanchissent les produits. Les produits des 8 hectares de serres ne fournissent pas les besoins des associés.

M. Tassone crée alors une S.A.R.L. C'est elle qui achète au G.A.E.C. et aux producteurs voisins, et qui vend, qui exporte en Allemagne. Un an et demi, semi-remorques par semaine sur Strasbourg. Il vendra aussi en Espagne s'il le faut. « Le cours du produit est intéressant et la production est intéressante et la consommation de 10 %, le prix est encore le seul. Le G.A.E.C. est de suivre la demande et ne pas produire ce qu'il y a de tomates, on d'énormes laisses et les Allemands veulent du petit.

Le premier en France et, semble-t-il, encore le seul. Le G.A.E.C. des Bouches-du-Rhône, qui se consacre à la conservation de M. Salas, le Monde du 20 septembre 1979, qui devrait permettre d'ouvrir des marchés sur l'Indonésie ou Madagascar avec transport par bateau.

« En centimes, je ne compte pas »

M. Nivière lui-même, sur ses 25 hectares cultivables, n'en compte plus que les mille à la vente. « On ne se réfère pas à l'année 1977. Si on ne s'y était pas mis, on se serait fait les pieds sous le nez. Rendement : 10 tonnes par hectare. Mais l'année dernière, avec les anciennes méthodes, mais l'année dernière, par rapport à la valeur des produits, 600 à 500 % par hectare ».

La réclamation des producteurs dans les petites zones où le vigneron n'est pas à sa place, nécessaire encore parce que le revenu à l'hectare de fruits ou de légumes, après les charges de main-d'œuvre et de chauffage, n'est pas compétitif, n'était pas bien vu par des agriculteurs agricoles.

La profession ne voyait pas de faille dans son système. Le remplacement de la vigne restait du poids aux organisations agricoles. Ainsi, l'autonome parle-t-on pas de reconversion, mais de culture d'appoint : c'est l'introduction du maïs qui trouve parfois des bides à trop faible rendement. Le rendement dans les Bouches-du-Rhône, ne s'élève qu'à 25 quintaux par hectare et qui permet de constituer le volume des « importations » alimentaires régionales, destinées à l'alimentation animale : ce sont les cultures porte-graines (tomates, fèves, pois, haricots, légumes), qui ont besoin d'isolement pour éviter la pollinisation.

conséquences catastrophiques sur les récoltes. Aux côtés qui seraient nécessaires pour moderniser ce réseau s'ajoutent ceux dont la Société du canal de Provence a besoin pour mener à bien sa troisième tranche de travaux, permettant d'apporter l'eau sur 30 000 hectares supplémentaires.

La deuxième source d'inquiétude dans la région réside comme le souligne le récent rapport du Conseil économique et social, dans l'insuffisance des efforts consentis par la France par rapport aux besoins budgétaires nationaux. Les plus directs d'entre eux, l'Alsace, l'Alsace et la Corse, sont sur le point de rattraper le niveau d'équipement français.

« C'est ce que représentait à Paris du fait de nos discussions, nous a dit un agriculteur. On fait de l'hydroélectricité des milliards, nos intérêts ne sont pas les mêmes. Si nous ne sommes pas à Paris, les dirigeants proches de la base n'en ont ni le temps ni les moyens. Les autres de l'Alsace-Provence pour avoir des

conséquences catastrophiques sur les récoltes. Aux côtés qui seraient nécessaires pour moderniser ce réseau s'ajoutent ceux dont la Société du canal de Provence a besoin pour mener à bien sa troisième tranche de travaux, permettant d'apporter l'eau sur 30 000 hectares supplémentaires.

La deuxième source d'inquiétude dans la région réside comme le souligne le récent rapport du Conseil économique et social, dans l'insuffisance des efforts consentis par la France par rapport aux besoins budgétaires nationaux. Les plus directs d'entre eux, l'Alsace, l'Alsace et la Corse, sont sur le point de rattraper le niveau d'équipement français.

« C'est ce que représentait à Paris du fait de nos discussions, nous a dit un agriculteur. On fait de l'hydroélectricité des milliards, nos intérêts ne sont pas les mêmes. Si nous ne sommes pas à Paris, les dirigeants proches de la base n'en ont ni le temps ni les moyens. Les autres de l'Alsace-Provence pour avoir des

conséquences catastrophiques sur les récoltes. Aux côtés qui seraient nécessaires pour moderniser ce réseau s'ajoutent ceux dont la Société du canal de Provence a besoin pour mener à bien sa troisième tranche de travaux, permettant d'apporter l'eau sur 30 000 hectares supplémentaires.

Si vous voulez inviter 2 ou 3 000 amis à prendre un verre, ne vous gênez pas.



Quand vous montez à Paris, descendez au PLM Saint Jacques

17, rue Saint-Jacques. Tél. : 589.89.80. Tél. 270.740.

PLM

Secouez la routine : consultez-nous !

Un titre ouvert à toutes les entreprises, grandes ou petites ; un titre dynamique, animé par des gens dynamiques qui réagissent positivement aux problèmes que vous leur posez ; un titre qui a la sympathie confraternelle des restaurateurs ; un titre qui a, et surtout, la reconnaissance de ces mêmes restaurateurs car il les rembourse plus vite. Consultez donc les responsables de ce titre qui a toutes les raisons de permettre au personnel de votre entreprise de prendre ses repas dans de meilleures conditions psychologiques pour commencer et, pourquoi pas, gastronomiques ?

Je suis intéressé par "Ticket-Repas" et désire recevoir :

- ☐ Une documentation complète,
- ☐ La visite d'un de vos collaborateurs.

Nom : \_\_\_\_\_

Entreprise : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

TICKET-REPAS

212, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris - Tél. : 200.09.00

PLM

3 raisons de faire faire vos titres par "Ticket-Repas"

1 En achetant vos tickets à ceux qui font les repas vous pouvez espérer être un peu gâtés, non ?

2 En achetant vos tickets à ceux qui font les repas vous pouvez espérer être un peu gâtés, non ?

3 En achetant vos tickets à ceux qui font les repas vous pouvez espérer être un peu gâtés, non ?

"Ticket-Repas" la marque émise par les restaurateurs.

INSTITUT DE GESTION DE PERSONNEL

RECRUTEMENT DE LA PROMOTION 79-81

L'INSTITUT DE GESTION DE PERSONNEL

est un programme spécialisé d'insertion professionnelle, développé par l'Institut de Gestion Sociale.

25 diplômés, niveau DUT, DEUG, BAC + 2

pour suivre un cycle de formation technique de 2 ans, organisé en alternance (entreprises-école) avec les milieux professionnels et débouchant sur les carrières de relations sociales et de gestion des hommes.

Renseignements et inscriptions :

25, rue François 1<sup>er</sup> - 75008 PARIS

DES CHAUSSURES DE LUXE EN VENTE DIRECTE

Avec le système SCARP.

En créant un système de vente directe, sans intermédiaires, sans vendeurs, et en faisant fabriquer leurs propres modèles, les boutiques SCARP ont pu réduire leurs prix de 20 à 40 % tout en gardant de très sévères critères de qualité.

SCARP 1 Chaussée d'Antin : 79, rue de la Victoire, Paris 9<sup>ème</sup> Métro St-Lazare, Chaussée d'Antin, Trinité.

SCARP 2 Duplex : rue de la Louvre, Paris 1<sup>ère</sup> Métro Duplex.

SCARP 3 Moutouze : 70, rue de la République, 92120 Moutouze. Métro Porte d'Orléans.

PLM

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR FABRICANT GARANTIE DE CONFIANCE

41, rue La Fayette, 75009 PARIS - MÊME LE PÉLÉTIEN

Si vous n'êtes pas superstitieux, nous vous offrons votre 13<sup>ème</sup> nuit chez nous.

Pour douze nuits passées dans un PLM, nous vous offrons la treizième. Quant à nos prix, ce sont les plus séduisants de Paris.

Quand vous montez à Paris, descendez au PLM Saint Jacques

17, rue Saint-Jacques. Tél. : 589.89.80. Tél. 270.740.

PLM



## Bureaux

GUY DE SAINT ANTOINE

# Posez le même problème à tous les conseils en implantation d'entreprises. Sari vous propose plus de solutions.

Il ne s'agit pas d'une affirmation gratuite. Sari est constituée de l'équipe la plus complète qui soit, d'experts absolument complémentaires. Chacun d'eux peut compter sur les informations techniques de ceux qui l'entourent. Il est logique que leur choix de suggestions en soit plus riche. Sari ne se contente pas de proposer un choix étendu de m2 de bureaux. Sari recherche pour ses clients, les bureaux dont la conception correspond exactement aux impératifs d'utilisation de l'entreprise. Et, Sari

peut le faire, car Sari fait partie d'un groupe qui est aussi constructeur. Sari étudie avec ses clients les moyens de financement les mieux adaptés à la structure financière de l'entreprise. Sari peut prendre en charge pour ses clients tous les travaux d'aménagement, depuis les simples cloisonnements jusqu'à l'installation d'ordinateurs et toute la bureautique. Sari assiste ses clients dans toutes les démarches administratives nécessaires dans le cadre d'une nouvelle implantation.

Sari, filiale d'un grand groupe qui construit, étudie et finance, est à côté de ses clients à toutes les étapes de l'implantation. Cela, un simple agent immobilier ne saurait le faire.

# SARI S

Conseil en Immobilier d'Entreprises  
32, avenue d'Iéna - 75116 Paris  
Téléphone : 720.14.15.

Groupe SEERI, filiale des Compagnies d'Assurances du Groupe Drouot et du Groupe Worms.





# POLITIQUE

L'ÉCHANGE DE LETTRES ENTRE MM. MARCHAIS, HARRIS ET SÉDOUY

## J'ai pris seul la décision de défendre Tchcharanski

nous écrit M<sup>e</sup> Rappaport

L'un des avocats français d'Israël Chicharanski, M<sup>e</sup> Rappaport, nous a adressé la lettre suivante :

Dans l'échange de lettres entre Georges Marchais et Harris et Sédouy que vous avez publié dans votre numéro du 3 octobre, il est fait état des conditions dans lesquelles j'ai été amené à participer à la défense d'Israël Chicharanski.

J'ai écrit toutes ces lettres, je crois nécessaire d'apporter sur ce point un certain nombre de précisions. Ainsi que je l'ai déjà dit dans le livre que mes confrères Jacoby, Fentil et moi-même avons coécrit, à l'« affaire Chicharanski », j'ai pris seul la décision de répondre favorablement à la demande que m'a faite Daniel Jacoby de participer à cette défense.

Je considère, en effet, qu'un avocat communiste, comme tout autre, doit agir en pleine indépendance. Il y a là une règle fondamentale inséparable de l'exercice d'une libre défense. Il n'y avait donc pas lieu de négocier l'accord préalable de la direction de mon parti.

Bien entendu, je n'ignorais pas les aspects politiques que revêtait ma démarche. C'était la première fois que j'avais défendu un homme visé par la répression de l'État soviétique parce qu'il revendiquait des droits légitimes. Ceux qui ont fait appel à moi m'ont demandé de participer à la défense de Chicharanski et je n'ai pas eu de peine à accepter cet aspect de mon intervention, ma religion personnelle m'ayant conduit à penser que la défense des libertés doit s'exercer partout, y compris dans les pays socialistes. D'ailleurs, les récentes congrès du P.C.F. n'ont-ils pas affirmé la valeur universelle de la démocratie et de la liberté ?

C'est aujourd'hui dans le même esprit et les mêmes conditions que mes confrères et amis Jacoby, Fentil, André, Claude Michel, François Jacoby, Edy Kéris et moi-même sommes dans la défense des victimes des procès d'opinion en Tchétchévie.

S'agissant d'une démarche nouvelle pour des communistes, il se de fait qu'elle a été diversement accueillie dans le parti : c'est ce que je résume dans le livre coécrit à l'« affaire Chicharanski » sous le titre : « Personnes et me trop reproché. J'ai même reçu quelques lettres de soutien. » Je pense notamment

à la prise de position publique des avocats communistes de Paris exprimée dès le début.

Il faut ajouter que les développements politiques que nous l'affaire ont effectivement conduit par la suite à un désengagement de ce soutien dont Georges Marchais a rappelé dans sa lettre les différentes manifestations.

Je veux dire aussi que l'étude du dossier Chicharanski a fait également ressortir l'absence de l'antisémitisme en U.R.S.S., qui contribue sans aucun doute pour une large part à la volonté de cacher le pays soviétique par des dizaines de milliers de juifs soviétiques.

M. Harris et Sédouy font d'un poème infâme paru en 1974, le repaire de considérer, y compris dans la période récente. Si l'on sait que en U.R.S.S. ne peut être puni sans l'aval des autorités, on est forcément conduit à mettre en cause le comportement du pouvoir dans ce domaine.

Je tiens pour ma part à affir-

## Le « terrible secret » de M. Frémontier

M. Jacques Frémontier nous écrit d'urgence pour y participer, non un membre du comité central, mais un secrétaire. Charles Lederman, qui ne s'était pas dérangé.

Mieux encore : en ce matin du 30 janvier, l'« Humanité » illustrait et illustrait une fois de plus, en étant le seul quotidien du matin à ne pas consacrer une ligne à la journée. (...) Je peux témoigner qu'il n'existe, sur la ligne du parti communiste français, aucune trace d'antisémitisme. Mais j'attends encore que la presse du parti consacre à l'antisémitisme soviétique les informations, les enquêtes, les débats, qu'on le pense maintenant.

Bref, M. Pierre Juvis, membre du bureau politique du P.C.F., nous écrit la publication du Monde de la correspondance échangée par M. Marchais et M. Harris et Sédouy, le Monde du 3 octobre, M. Marc Martini, secrétaire d'État, sous à l'université Paris-8 (Nanterre), nous écrit :

« (...) Le livre de Georges Marchais ne contenait rien qui fût contraire au domaine de la vie privée. La pléthore des déclarations de bonté dont je suis, à tout propos, l'objet, me fait penser à ce que j'ai écrit dans le discours privé des hommes parés quand j'ai porté aux élections d'indicateur. C'est une bonne façon de faire la chasse au double langage et de donner un peu de transparence aux pratiques politiques. Cette transparence n'est-elle pas elle-même une condition des progrès de la démocratie qu'on nous dit être la seule voie possible au socialisme ? (...) »

(1) M. Frémontier, rédacteur en chef d'« Europe 1 », avait sous sa direction, au mois de janvier 1974, à la suite de la mise au pilon d'une première version de la brochure Viere, une à un million d'exemplaires. Dans quelle circonstance une photo de la rencontre entre M. Juvis et M. Frémontier.

# CETTE SEMAINE

## “J'ai vu disparaître les enfants du Cambodge”

Françoise Vandermersch appartient à la congrégation des Sœurs auxiliaires du Purgatoire. Elle a accompagné au Cambodge les envoyés du Comité français d'Aide médicale et sanitaire pour le Kampuchée. Elle explique :

« Depuis 1973, je travaille avec des organismes humanitaires en faveur du Vietnam. En 1979, j'ai été frappée par l'agonie du Cambodge. Mais, lorsque je demandais de l'aide, on me répondait toujours : “Que les Vietnamiens quittent le pays ! Ensuite on avisera”. Alors, j'ai voulu avoir le cœur net. J'ai demandé un visa à l'ambassadeur du Cambodge à Hô-Chi-Minh-Ville, puisque la France n'entre-



## LES SOCIALISTES ET « LA MORT-PARRAIN »

PAR EMMANUEL LE ROY LADURIE

S'allier avec les communistes, est-ce faire alliance avec la Mort ? Cette fois, il ne s'agit même plus de comparer le P.C. au Diable comme le faisaient les bons apôtres de la droite au moment où l'Union de la Gauche était censée l'emporter. Et c'est l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie qui se fait le champion de cette escalade pour le moins inattendue...

avec la épouse de J. Julliard



Je voulais être chirurgien comme d'autres veulent être pompiers, le témoignage de Pierre Chambon, l'un des plus grands généticiens de France... et la suite des 50 inconnus qui font la France... et la rentrée de Claire Bretécher, Roland Barthes, Bernard Chapuis et Thierry Priester.

LE NOUVEAU observateur

## LES LIONS ÉCOUTENT EUROPE 1.



Quand on est responsable, quand on s'assume, quand on construit le monde d'aujourd'hui, on écoute Europe 1. Europe 1, c'est l'information. Chaque matin, tous les spécialistes du monde politique et économique suivent toute l'actualité pour vous.

7 h 25. Alain Duhamel. Une analyse clairvoyante des mécanismes politiques.

7 h 55. Jean Boissonnat. La chronique d'un expert en économie.

8 h 20. Etienne Mougeotte. Le bon sens au service de l'actualité politique.

8 h 30. Ivan Levi. Un ton sagace pour une revue de presse malicieuse et dans “Expliquez-vous sur Europe 1”, un ton direct pour des questions directes.

Et bien sûr les journaux de 7 h et 8 h présentés par Philippe Gildas. Europe 1, c'est aussi l'actualité boursière à 22 h 30 avec René Tondron et le club de la presse chaque dimanche à 19 h.

Europe 1. De l'information. De la distraction. De la vie.

EUROPE 1 C'est naturel

Vient de paraître aux Editions SCM

Captures solaires

par D.J. Edwards

Conception et illustration : D.J. Edwards

72 pages de 10 x 15 cm

Paris de la Datoine 2

Tel. 773 88 00

LES LIONS ÉCOUTENT EUROPE 1.

EUROPE 1 C'est naturel





## Le nombre des enfants adoptés a augmenté

De notre correspondant

Ceint. — Nous avons en France une législation de l'adoption prescrite par la loi de 1959, dite loi relative à l'adoption, qui dit en substance, amendé le 10 octobre 1978, que les deux candidats à l'adoption doivent être mariés et âgés de plus de 28 ans.

Reste à faire évoluer les esprits. Le nombre des adoptions est passé de 4 621 en 1977 à 5 076 en 1978.

Cette même année il a rejoint le chiffre d'enfants déclarés « pupilles de l'Etat », donc juridiquement adoptés. Mais il y a encore environ 120 000 jeunes enfants « sans famille » et le nombre d'adoptions en France reste, proportionnellement, très inférieur à ce qu'il est dans d'autres pays occidentaux.

Les parents adoptifs estiment que cela tient à des blocages administratifs et judiciaires. Lors du congrès de l'adoption, ils ont exprimé leur mécontentement devant les lenteurs des directions de l'action sociale et de la jeunesse. Ils leur reprochent de ne pas leur rendre un enfant adoptable alors qu'ils se disent de plus en plus disposés à recevoir des enfants plus âgés, handicapés, de race différente.

Les critiques se cristallisent sur l'application de l'article 350 du code de la famille introduit en 1976. Il permet aux tribunaux de constater « le désintérêt » des parents naturels pour un enfant et donc de le rendre adoptable.

Souvent, constate la F.N.P.A., les directives départementales de l'action sociale et sociale identifient parfois à un demandeur l'application de pour être désavoués par la justice. Les magistrats de leur côté, par manque de confiance dans le travail de l'administration sociale, recommandent toute l'enquête, ce qui allonge inutilement la procédure.

Les responsables de la Fédération ne veulent pas surtout être un groupe de pression en faveur des familles souhaitant recevoir un enfant. Ils pensent que le meilleur cadre de vie d'un jeune

reste sa famille naturelle, son pays d'origine. L'adoption, d'après eux, n'est qu'une solution, mais « la meilleure des solutions ».

Ils ont cependant l'impression que ce sentiment n'est pas partagé par tous les fonctionnaires et magistrats et voudraient faire passer les « verrous psychologiques ». C'est pourquoi ils souhaitent que les conseils de famille, qui assistent le préfet dans sa tâche de tuteur des pupilles, puissent jouer un rôle plus important.

Mais ils sont aussi armés d'un enfant, contre certaines associations qui procèdent des femmes étrangères, « en cachant parfois la réalité » et surtout contre les trafics de nouveau-nés.

THIERRY BRÉHIER.

## SCIENCES

● Le physicien américain Charles Townes, titulaire du prix Nobel 1954 pour sa découverte du laser, a reçu à Copenhague la médaille d'or Niels Bohr, en présence du prince Henrik de Danemark et de la reine de Danemark, âgée aujourd'hui de quatre-vingt-dix ans. La médaille Niels Bohr est attribuée tous les quatre ans à un physicien ou un mathématicien pour l'ensemble de ses recherches par l'Association des ingénieurs danois, qui a pris l'initiative de sa création peu après la mort du grand savant, décédé en 1962. — (Corresp.)

● ERICATINE — JUNG, et non pas Young, C'est évidemment du psychologue et psychologue Carl Gustav Jung (1875-1961), et non pas de l'un des Young dont on parle l'histoire des lettres, des sciences et des idées, comme nous l'a fait imprimer un erreur de transmission, qu'il était question dans l'article consacré au colloque de Cordoue « Science et conscience », publié dans le monde daté 7-8 octobre.

## EDUCATION

DANS LE VAR ET DANS LE LOIRET

### Des sanctions financières sont prises contre des institutrices qui réduisent l'effectif des classes maternelles

Le conflit qui oppose, dans le Var, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.P.C.G.C.) et l'inspection d'academie, M. Chillon, se durcit, nous indique notre correspondant à Draguignan. Le syndicat appelle les instituteurs du département à la grève le vendredi 12 octobre.

Depuis la rentrée, plusieurs directives d'écoles maternelles appliquent la consigne donnée par la section départementale du syndicat de limiter à trente enfants l'effectif des classes maternelles. Elles étaient vingt-quatre au début, mais à la suite d'affaires de S.N.I. de « prestations d'admission inadmissibles » de la part de l'inspection académique, six continuent d'observer le mot d'ordre syndical.

Ces six directives ont été averties de presse rumeur à Orléans (voir ci-dessous), derrière la loi du 22 juillet 1977 qui prévoit que pour un fonctionnaire « il n'y a pas de service fait lorsque l'agent bien qu'effectuant ses heures de service, n'exécute pas tout ou partie des obligations de service qui s'attachent à sa fonction ».

« Indignation »  
Trois postes ont été ouverts, mais le S.N.I.P.C.G.C. qui demande que l'on puisse accueillir tous les enfants de trois ans et plus, en réclame six autres. Des parents crévent appuient le mouvement. Ainsi l'école maternelle de Saint-Maximin est-elle occupée depuis la rentrée scolaire. A Brignoles, une plainte a été déposée par le recteur contre des parents (de la Fédération Correc et des indépendants) qui avaient occupé les locaux.

Conflit de même nature à Orléans où l'inspection académique a décidé de suspendre, à compter du 1<sup>er</sup> octobre, le salaire de quarante-cinq directrices d'écoles maternelles du Loiret. Il leur est reproché de limiter l'accueil à moins de trente-cinq élèves par classe, chiffre correspondant à la norme réglementaire. Le S.N.I.P.C.G.C. exprime son indignation « devant l'application » de ces sanctions, dont il demande la levée. Le S.N.I. nous signale notre correspondant, a indiqué, au cours d'une conférence de presse tenue à Orléans le vendredi 5 octobre, qu'il existe depuis sept ans dans le département du Loiret un mot d'ordre du syndicat demandant l'alignement des effectifs et que cette situation semblait acceptée par les autorités académiques. Le S.N.I. a encore précisé que, dans les classes concernées, il n'y avait pas moins de trente élèves. Il s'agissait, d'autre part, que les enfants de deux à trois ans soient pris en compte pour atteindre le chiffre de trente-cinq, alors que l'inspection académique refuse de les comptabiliser lorsque les directrices d'école demandent l'ouverture d'une classe.

Le S.N.I. qui s'interroge sur cet « accès inattendu d'autoritarisme », appelle à une manifestation à Orléans, mercredi 10 octobre.

● Boycottage d'examen à l'Institut de psychologie de Paris. — Pris de deux cents étudiants ont boycotté, vendredi 5 octobre, un examen d'admission à l'Institut de psychologie (université Paris-V, Descartes). Ils protestent contre la sélection opérée à l'entrée de l'Institut en vue de la préparation d'un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS).

DANS LES LYCÉES ET COLLÈGES

### Les professeurs titulaires pourront être affectés à des emplois de documentation

Une circulaire publiée au Bulletin officiel du ministère de l'éducation du 4 octobre précise, à l'intention des recteurs, les conditions « d'exercice des fonctions de documentation et d'information par certains personnels enseignants ». Cette circulaire anticipe sur un décret — non encore publié — précisant que les professeurs agrégés, les professeurs certifiés, les chargés d'enseignement, les adjoints d'enseignement, les professeurs d'enseignement général de collège (P.E.G.C.) et les professeurs de collège d'enseignement technique pourraient être affectés à des centres de documentation et d'information (C.D.I.) et donc accomplir un horaire de service plus important que celui qui incombe à leur catégorie (le monde du 20 juin).

La circulaire recommande aux recteurs de ne proposer ces postes qu'à « des enseignants dont les aptitudes et les goûts les destinent à ces activités », et qui « ont manifesté expressément leur accord ». Il est aussi précisé que ces nominations ne doivent pas « avoir pour conséquence de remettre en cause la situation des fonctionnaires titulaires affectés de manière permanente à la tâche d'un C.D.I. (adjoints d'enseignement, documentalistes-bibliothécaires notamment) ». Il est recommandé aux recteurs de donner la priorité pour ces nominations aux C.D.I. nouvellement créés. Le texte prévoit que les enseignants à qui seront confiées ces tâches de documentation bénéficieront « des mesures prises pour assurer la préparation aux fonctions et la formation des documentalistes-bibliothécaires ». Les professeurs affectés à temps complet à ces fonctions devront fournir un maximum de service de trente-six heures.

Il est pour le moins étonnant de constater que le ministère de l'éducation publie une circulaire d'application qui fait référence à un « projet » de décret. Cette circulaire répond en partie aux critiques des organisations syndicales qui, lors d'un comité technique paritaire, le 25 juin 1979, s'étaient inquiétées pour que le ministère accepte le principe du volontariat, assure une formation de ces futurs documentalistes-bibliothécaires, et pour qu'il ne remette pas en cause le statut des adjoints d'enseignement déjà en poste dans les C.D.I. — S.B.J.

si vous n'achetez qu'un seul livre d'anatomie cette année,

si vous souhaitez un manuel qui reflète l'enseignement actuel en PCMI et PCMZ,

si vous recherchez des planches faciles à retenir visuellement,

si vous appréciez le format pratique de 3 petits livres souples.

**anatomie 1**  
APPAREIL LOCOMOTEUR  
APPAREIL DIGESTIF  
APPAREIL RESPIRATOIRE

**Flammarion médecine**

Nous assurons aussi la nature.

UAP  
L'ASSUREUR  
N°1

Le mauvais temps, le grêle, un orage soudain peuvent ruiner bien des espérances. Heureusement pour les agriculteurs, UAP leur offre des assurances adaptées pour compenser la perte de leur récolte. Et pourquoi pas, permettre l'amélioration d'une nouvelle variété de fruit que vous semez demain à votre table. C'est aussi le rôle de UAP. UAP L'assureur n°1.

# JUSTICE

## Faits et jugements

**Un psychologue réintégré dans ses fonctions au Centre hospitalier de Semur-en-Auxois.**

Le tribunal correctionnel de Dijon a donné, mercredi 3 octobre, une réponse favorable à la demande de réintégration dans ses fonctions de M. Jean-Louis Guénégou, psychologue-clinicien au Centre hospitalier de Semur-en-Auxois (Côte-d'Or), qui avait été licencié en juin dernier (le Monde du 19 juin). Le licenciement de M. Guénégou était lié à une condamnation du 22 février à mille francs d'amende et à un an de privation de droits civiques pour avoir, à deux reprises, de livret militaire.

Le directeur de l'hôpital avait justifié cette mesure par l'insubordination de la condamnation au casier judiciaire « ce qui est contraire aux dispositions du code de la santé publique ». M. Guénégou avait immédiatement saisi la justice demandant que son engagement politique ne puisse être confondu avec un acte de droit commun.

### UN ÉTUDIANT DRASCIBLE

Un étudiant en physique de nationalité turque, M. Hassan Darendeloglou, âgé de vingt-sept ans, était mécontent des résultats de ses examens. Pour sauver une année universitaire compromise, il a choisi le numéro forte : il est allé voir son professeur au centre universitaire de Justice (Paris-VI et Paris-VII), M. Colletti, a brandi sur lui un pistolet factice et l'a menacé de le « descendre » s'il n'augmentait pas ses notes d'examen.

Sous la contrainte, M. Colletti a ajouté un point et demi à la note obtenue par son étudiant-aggresseur. Il a toutefois pris la peine de mentionner sur le feuille d'examen qu'il avait consenti cette correction « sous la menace d'une arme ».

Hassan Darendeloglou a été appréhendé et défilé à la vingt-troisième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, qui lui a laissé jusqu'au 12 octobre pour préparer sa défense.

## UN DÉBAT DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

# La fragile indépendance des juges

L'indépendance des juges, on plait les attitudes portées à celle-ci, était le thème du colloque international que le Syndicat de la magistrature a organisé samedi 6 octobre à Vaucresson (Hauts-de-Seine). Garantie de cette liberté, la séparation des pouvoirs inspire aujourd'hui la plupart

des magistrats. Ce qui ne veut pas dire qu'elle aille partout de soi, en particulier en France où elle est souvent malmenée. Visitant le même jour l'École nationale de la magistrature, le chef de l'État a évoqué la nécessité de l'indépendance des

magistrats. Ce qui ne veut pas dire qu'elle aille partout de soi, en particulier en France où elle est souvent malmenée. Visitant le même jour l'École nationale de la magistrature, le chef de l'État a évoqué la nécessité de l'indépendance des

magistrats. Ce qui ne veut pas dire qu'elle aille partout de soi, en particulier en France où elle est souvent malmenée. Visitant le même jour l'École nationale de la magistrature, le chef de l'État a évoqué la nécessité de l'indépendance des

magistrats. Ce qui ne veut pas dire qu'elle aille partout de soi, en particulier en France où elle est souvent malmenée. Visitant le même jour l'École nationale de la magistrature, le chef de l'État a évoqué la nécessité de l'indépendance des

magistrats. Ce qui ne veut pas dire qu'elle aille partout de soi, en particulier en France où elle est souvent malmenée. Visitant le même jour l'École nationale de la magistrature, le chef de l'État a évoqué la nécessité de l'indépendance des

magistrats. Ce qui ne veut pas dire qu'elle aille partout de soi, en particulier en France où elle est souvent malmenée. Visitant le même jour l'École nationale de la magistrature, le chef de l'État a évoqué la nécessité de l'indépendance des

magistrats. Ce qui ne veut pas dire qu'elle aille partout de soi, en particulier en France où elle est souvent malmenée. Visitant le même jour l'École nationale de la magistrature, le chef de l'État a évoqué la nécessité de l'indépendance des

magistrats. Ce qui ne veut pas dire qu'elle aille partout de soi, en particulier en France où elle est souvent malmenée. Visitant le même jour l'École nationale de la magistrature, le chef de l'État a évoqué la nécessité de l'indépendance des

### Liberté surveillée

Ce régime de liberté surveillée est inconnu dans d'autres pays. En Italie, a expliqué M. Salvatore Semmes, secrétaire général de l'Organisation Magistralum, la démocratie, il est beaucoup plus difficile de dessaisir un magistrat, comme l'a montré il y a quelques années la tentative de renvoyer à des juges du travail milanais, contre lesquels le patronat avait lancé une violente campagne, des dossiers d'insubordination. En cas de désaccord, les juges italiens peuvent saisir le Conseil supérieur de la magistrature, lequel est réellement indépendant. Un tiers de ses membres sont élus par le Parlement et deux tiers par l'ensemble des magistrats de France. Le même Conseil, de haut membres, est désigné par le président de la République.

Dans le canton de Genève, a expliqué M. Serge Baland, juge à la cour d'appel de cette ville, l'attribution des différentes affaires dépend de leur ordre d'inscription sur le registre du tribunal. Pas des arrière-pensées électorales du chef de justice.

À la différence de certains pays, la France veut se préserver d'un système de recrutement démocratique, c'est-à-dire basé sur un concours. Mais les choses sont en train de changer. L'Assemblée nationale doit examiner — en principe le 11 octobre — un projet de loi qui donne la possibilité à la chancellerie d'élire le recrutement « laïc » des magistrats et notamment de faire appel à un niveau moyen de la hiérarchie, à des licenciés en droit justifiant de quinze années d'activité professionnelle « dans le domaine juridique, administratif, économique et social ».

Certains d'entre eux seront recrutés sur concours, mais ce ne sera pas le cas de tous. D'autre part, a fait observer M. Carmet, vice-président du tribunal de Nanterre, le projet de loi permet de recruter par cette voie un nombre de magistrats supérieur à celui des examens, tant chaque année de l'École nationale de la magistrature. Trois cents environ, contre deux cent dix. Officiellement, ce projet a pour objet de favoriser une meilleure équilibre de la pyramide des âges du corps judiciaire (le Monde du 21 juin). Mais il aura aussi pour effet, selon le Syndicat de la magistrature, de placer à des postes hiérarchiques des hommes sûrs, au détriment du recrutement par l'École, dont la chancellerie continue de se méfier.

Cette crainte qu'inspire encore l'État-Magistralisme est vaine, mais elle est perceptible dans le rapport d'un groupe de travail institué en 1976 par le ministère belge de la justice sur l'opportunité de créer une telle école dans « pays », rapport dont a fait état un magistrat bruxellois, M. Luc Somerschaet. Parmi les inconvénients du système français, le rapporteur cite l'absence d'enquête sur les « dispositions personnelles » des candidats, absence qui ne permet pas de savoir s'ils possèdent « les qualités morales et l'équilibre mental requis ». Autre inconvénient : l'absence de « facteurs » d'appréciation parmi les candidats. En outre, « chaque promotion compte quelques fortes personnalités qui donnent le ton ».

Que le Syndicat de la magistrature voit dans ces arguments le reflet des préoccupations de la chancellerie n'est pas surprenant. Ils corroborent à ses yeux les observations en sens contraire indignes ou fautive — des hommes politiques qui, surtout s'il s'agit de parties des examens, ne peuvent ignorer de quoi il retourne. C'est le sens de l'intervention de M. Michel Marcus, secrétaire général du Syndicat, qui en conclusion du colloque, a affirmé que le syndicalisme judiciaire est aujourd'hui la seule façon de faire respecter cette indépendance.

BERTRAND LE GENDRE



## Iveco. Nous aidons le transport à évoluer.

Fiat, OM, Lancia, Unic, Magirus-Deutz. Pas moins de 350 années d'activité au service des véhicules industriels. Il y a cinq ans, ces marques ont donné naissance à Iveco. La mise en commun des traditions, des ressources, des technologies a permis de développer la recherche. De créer une gamme commune de véhicules plus fiables, plus sûrs, spécialisés dans chaque type de transport. De former un réseau international de dealers possédant de nombreuses années d'expérience acquise au contact des transporteurs.

**Les moyens d'entreprendre**  
50000 hommes, 14 établissements, chacun d'eux spécialisé dans une famille de produits, au total 33 usines dans le monde. Le résultat de cette intégration : tout ce qui donne à la qualité Iveco son contenu technologique, une gamme parmi les plus complètes et les plus diversifiées, la capacité de construire 450000 moteurs Diesel.

**Tranquillité, confort, efficacité**  
Tranquillité signifie confort, efficacité, rentabilité, sécurité. C'est le choix parmi 260 modèles et environ 800 versions. Une solution appropriée à chaque type de problème. Pour la route et le chantier, la distribution en ville, le transport des personnes. C'est la garantie offerte par une organisation qui suit individuellement chaque véhicule pendant toute sa vie de travail. Avec un service complet. Un personnel qualifié. Un système modulaire de pièces de rechange. Et avec 4000 centres d'assistance dans plus de 100 pays.

**IVECO**  
Une expérience vaste comme le monde

صكنا من الاعمال

Le Monde

sports

juges

L'Italie et les États-Unis en finale de la Coupe Davis

Yannick Noah a continué son irrésistible ascension en gagnant, dimanche 7 octobre, le tournoi de Bordeaux face à l'Américain Harold Solomon, spécialiste de la terre battue, qui figure sur neuvième rang mondial (10, 6-2, 6-1, 6-4). Après Huguères et Orantes à Madrid, la semaine dernière, c'est le troisième joueur de classe mondiale que le jeune espoir met à son palmarès depuis ses brillantes per-

formances de l'Open des États-Unis et du National. Au reste, ce week-end tennistique a été essentiellement consacré aux finales de zone de Coupe Davis. L'Italie, victorieuse par 4 à 1 de la finale européenne de la Coupe Davis qui l'opposait au Foro Italico de Rome à la Tchécoslovaquie, s'est qualifiée pour rencontrer en décembre prochain, à San-Francisco, les États-Unis, vainqueurs de l'Australie à Sydney.

Adriano Panatta héros romain

Rome. — La Coupe Davis est descendu le grand, le premier des tournois de tennis à se jouer en Italie, à l'occasion de la finale de la Coupe Davis. Le stade olympique de Rome, le stade olympique des Jeux de 1960, où les joueurs de la première mondiale ont joué, a été transformé en un stade de tennis. Les tribunes ont été remplies de spectateurs. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

quand on est engagé sur le ligne de fond et que l'adversaire sait que l'on fait mille fois de plus. C'est pourquoi, à l'heure de la Coupe Davis, les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

De notre envoyé spécial

Le fait est que les cris de victoire ont été très forts. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

La règle de Tilden. Dimanche, donc, la belle était revenue dans le stade olympique de Rome. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

La première balle de service perçut à tous les corps, son drille fut frappé par les angles sans réponse et son grand revers lui permit de donner une volée d'acier. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

SPORTS ÉQUESTRES

Gilles Bertran de Balanda Champion de France

Gilles Bertran de Balanda, vingt-neuf ans, champion de France de saut d'obstacle, a gagné le titre de champion de France de saut d'obstacle. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

La France en poule finale des championnats d'Europe

La phase préliminaire des championnats d'Europe de volley-ball, organisée en France du 1 au 13 octobre, s'est achevée dimanche 7 octobre. L'Union soviétique, la Yougoslavie, la Pologne, l'Italie, la France et la Tchécoslovaquie se sont qualifiées pour la poule finale de la compétition masculine, du 10 au 13 octobre à Paris. La poule finale féminine «A», à Lyon, l'Union soviétique, la Roumanie, la Bulgarie, la République démocratique allemande, les Pays-Bas et la Hongrie. Demandée par ces deux dernières équipes et par la Yougoslavie, la France disputera un place de six à douze, à Cannes.

Les soldats de l'an I. Ces six mois de stage intense ont remplacé l'année d'entraînement habituelle des joueurs de volley-ball. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

De notre envoyé spécial. Au début des stages, M. Roger Schmitt, entraîneur national des équipes de France, a expliqué aux joueurs les principes de la tactique. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup. Les joueurs ont joué avec beaucoup de plaisir. Les spectateurs ont applaudi beaucoup.

Les résultats

Table with 2 columns: Event and Results. Includes results for the Grand Prix des États-Unis and the Coupe Davis.

Table with 2 columns: Event and Results. Includes results for the Coupe Davis and the Coupe Davis.

Table with 2 columns: Event and Results. Includes results for the Coupe Davis and the Coupe Davis.

Table with 2 columns: Event and Results. Includes results for the Coupe Davis and the Coupe Davis.

Table with 2 columns: Event and Results. Includes results for the Coupe Davis and the Coupe Davis.

Table with 2 columns: Event and Results. Includes results for the Coupe Davis and the Coupe Davis.

Table with 2 columns: Event and Results. Includes results for the Coupe Davis and the Coupe Davis.

Table with 2 columns: Event and Results. Includes results for the Coupe Davis and the Coupe Davis.







jeunit la pensée économique, en ce qu'il impose de comprendre les structures et leurs articulations, les effets asymétriques, influences, dominances et leur régulation, les agents, les unités actives et leur organisation.

Il jette une lumière crue sur la stérilité de l'équilibre mécanique préfabriqué et sur la fécondité d'une analyse de l'équilibre (= action d'équilibrer

sources qui déterminent la remontée des unités « actives », capables de modifier leur milieu et de s'influencer elles-mêmes (3).

(1) *La Grise du développement*, Gallimard, 1973.  
(2) UNESCO, programme à moyen terme, 1971-1982.  
(3) Jacques Lesourne, *A Theory of the Individual for Economic Analysis*, vol. 1, North Holland, 1977; François Perroux, *Unités actives et mathématiques nouvelles. Révision de la théorie de l'équilibre économique général*, Dunod, quatrième trimestre, 1975.

« PREMIÈRE  
rer le patri  
re de la co

... En jouant, si l'on  
... l'Institut  
... dossier de cent quarante  
... fleur des chercheurs de la  
... la Banque de France, du  
... venus), du CREDOC (Centre  
... tion) et du CREP (Centre de  
... résultat est à la hauteur de

Ces chiffres concernent, bien entendu, le patrimoine de l'ensemble des agents économiques : les ménages (85 % du total), mais aussi les sociétés financières (24 %), les institutions de crédit (13 %), les administrations publiques (7 %) les assurances (0,6 %) et les administrations

survives. On voit tout de suite la grande convergence entre la construction de l'INSEE et les constatations des travaux antérieurs du CERC, puisque l'Institut de la statistique évalue à 720 milliards le patrimoine total des banques à fin 1978, alors que le CERC dans sa 1<sup>re</sup> étude le fixe au ruin dernier (3), chiffrant à 335 milliards la fortune globale des Français pour l'année précédente (1975). Lécart de 9 % n'est pas énorme, surtout si l'on pond à peu près au taux de la baisse des prix en une année.

Prérevenus (2)	Capital productif (2)	TOTAL
5 609	251	3 730
659	1 702	2 440
62	425	514
20	119	116
	—	38
2 060	2 290	6 630
44,8	42,5	100

stocks, actifs incorporels (brevets, droits de professions libérales), cheptel...

l'opération. « La France y perd mais l'Europe y gagne », déclare-t-on au siège de la compagnie, où l'on se veut sérieux.

On s'est cependant aimé, qu'à cette occasion, soit engagée une réflexion sur une stratégie française du verre. Ce n'est pas autre-  
 que, partie ramisée, Antoine Riboud a conservé ses activités véritables françaises. Pour combien de temps ? L'opinion précaut, aujourd'hui, qu'il les vendra. A qui ? A Pilkington, à un Américain, à Saint-Gobain ? S'en remettra-t-on, là encore, au seul choix des firmes ?

**PHILIPPE LABARDE.**

QUI POSSÈDE LE PATRIMOINE FRANÇAIS ? *				
OPÉRATION (en milliards de francs à fin 1976)	Variation de la période (+/-)	Loyers (+/-)	Capital proprement dit	TOTAL
Ménages	218	6.683	287	54,6
Sociétés non financières	133	459	1.788	2.460
Administrations	17	62	432	38,7
Institutions de crédit	-	-	30	11,7
Assurances	-	-	119	50,0
Total : (soit milliards)	218	7.064	2.960	62,0
% du total	12,7	44,8	42,5	100

(\*) Actifs physiques, moins déduction des actifs financiers et des dettes.

(\*) 31,4 milliards d'usures.

(\*) 212 millions de logements, dont 173 appartenant à des ménages ; le reste est soit en location sociale, soit en location commerciale.

(\*) Locaux professionnels, matériels, stocks, actifs incorporels (brevets, fonds de commerce, concessions, mandats de prestations libérales), etc.

# LE PATRIMOINE FRANÇAIS

(Suite de la page 21.)

A l'inverse, la préférence pour « la pierre » est plus grande chez nous qu'ailleurs : la moitié du patrimoine des particuliers est constituée de biens immobiliers, contre 30 % en moyenne dans les autres pays développés. Les sociétés (non financières) ont elles un patrimoine net à peine égal au tiers de celui des ménages (1 700 milliards). Il est composé pour l'essentiel de capital productif, les locaux professionnels de la recherche scientifique, moins du tiers de l'ensemble. Mais il faut noter que ces entreprises ont un passif financier double de leur actif financier (1 500 milliards contre 700), en raison de leur endettement. Mais ce n'est pas la seule omission.

## Les omissions compréhensibles et les autres

Il faut noter ici que l'INSEE n'a pas mentionné dans le total du patrimoine public le réseau routier (800 milliards en coût de construction), non plus que les sites naturels inappropriés (plages, glaciers) ou des œuvres d'art (statues, statues, monuments).

## LE PATRIMOINE NET TOTAL : 7 210 MILLIARDS A FIN 1976

En milliards de francs	(1) Actif net	(2) Actif net	(3) Actif net	TOTAL 1 + 2 + 3	en % de l'ensemble
Ménages	3 723,3	1 477,5	494,3	4 715,1	65,4
Sociétés et quasi-sociétés non financières	2 622,3	665,6	1 343,2	1 731,1	24,1
Institutions de crédit	107,4	2 078,5	1 343,2	1 343,2	18,5
Assurances	42,9	15,5	34,6	93,0	1,3
Administrations publiques	518	462,4	412,8	825,2	11,5
Reste du monde	...	259,3	820	259,3	3,6
Total	6 932	5 293,3	4 929,2	7 210,5	100

compte les titres de propriété sur les entreprises (500 milliards), que les firmes ont émis récemment pour se refinancer. Les restes globalement moins riches que ne le feraient leur patrimoine physique (leur patrimoine net est de 1 000 milliards, contre 1 400 milliards physiques). Ce patrimoine physique équivalant à peu près à trois années de leur valeur ajoutée.

Troisième grand groupe d'actifs économiques, les administrations publiques détiennent 7 % du total du patrimoine physique national : bâtiments administratifs, hôpitaux, écoles, universités et non moins. Pour un total de 510 milliards environ.

Il n'est pas dans le propos de l'INSEE de mesurer les inégalités de fortune entre Français : c'est l'affaire du CERSO, qui l'a fait bien mesurer et dont les conclusions sont rappelées dans la brochure de l'Institut. Les 5 % de ménages les plus fortunés possèdent en France autant que les 50 % les moins riches. L'écart entre la fortune moyenne des 120 000 ménages privilégiés et celle des 10 % les moins fortunés de l'habitat va de 1 à 1 000. L'INSEE a donc la conception à la dimension internationale (voir le tableau ci-contre). Cela permet de constater que l'inégalité est moins forte en France qu'en Allemagne ou en Italie, mais qu'elle excède chez nous la disparité existant en Italie, aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Fait plus important encore, l'inégalité comme l'INSEE la mesure diminue assez rapidement en Grande-Bretagne et en Suède, plus lentement aux États-Unis.

menages, que le CERSO évalue en juin à quelque 200 milliards (5) dont 120 pour le patrimoine physique. Il s'agit pourtant d'évaluations « économiques » ayant une valeur d'échange ou de « consommation », selon les définitions retenues par l'INSEE pour son enquête. Les marchés de l'immobilier, des valeurs de placement, des appareils de 7-7, sont moins liés à la consommation que les biens de consommation. Ils ne sont donc pas comptés dans le patrimoine physique. Mais, en réalité, mieux vaut admettre la nécessité de modifications ultérieures du cadre comptable que d'omettre arbitrairement des biens qui constituent une part non négligeable (3 %) de l'actif physique des ménages et symbolisent même, pour des millions de Français, l'aboutissement ou le point d'arrivée de leur développement.

## Les inégalités

elle a au contraire augmenté en France de la fin de la guerre jusqu'à nos jours. Les inégalités de fortune ont donc augmenté de façon alarmante. Elle s'explique par les difficultés de classement des opérations financières (crédits et dettes) et de certains actifs (actions, placements, crédits commerciaux) d'après leur nature ou leur durée. Il semble bien, pourtant, qu'on aurait pu réaliser une meilleure répartition à partir d'indicateurs de la Centrale des bilans, et que le CERSO n'aurait pas fait à partir d'observations lacunaires, pour les revenus des ménages, l'erreur d'un peu.

## C'EST EN GRANDE-BRETAGNE QUE LA CONCENTRATION DES FORTUNES EST LA PLUS FORTE

	France	Grande-Bretagne	Italie	Suède	États-Unis
Le 1 % de ménages les plus riches	26	35	22	16	25
Le 5 % de ménages les plus riches	35	45	25	18	35
Le 10 % de ménages les plus riches	45	57	35	27	45
Le 50 % de ménages les plus riches	72	72	51	52	72

(\*) Source du CERSO de 1977.

(\*\*) Chiffres approximatifs.

pour y voir clair dans ce domaine essentiel. En revanche, soulignons deux points particulièrement positifs de l'étude de l'INSEE. Le choix du cadre comptable des opérations financières permet des comparaisons rigoureuses d'une année sur l'autre, qui font apparaître qu'en six ans (1971 à 1976), l'ensemble

des biens a été accumulé. Le ralentissement de l'accumulation de capital depuis la crise de 1974 affecte surtout les entreprises individuelles. À l'inverse, les investissements des grandes entreprises nationales ont continué à jouer leur rôle stabilisateur, étant supérieurs à la moyenne de cette période de ralentissement.

## La productivité du capital agricole reste faible

La présentation par branches de l'agriculture révèle pas de surprise, mais les réponses à la question variant selon la définition de ce qu'est le capital agricole. L'étude de M. Michel Péry distingue trois sortes de patrimoines : le patrimoine des exploitations agricoles, le patrimoine des entreprises agricoles, le patrimoine des entreprises agricoles. Ce dernier, qui représente 5 % de l'ensemble des patrimoines agricoles, est le plus riche. Il est composé de biens matériels (bâtiments, matériel agricole, etc.) et de biens immatériels (droits de propriété, etc.).

celle de la production agricole. Le patrimoine des exploitations agricoles, qui représente 45 % de l'ensemble des patrimoines agricoles, est le plus riche. Il est composé de biens matériels (bâtiments, matériel agricole, etc.) et de biens immatériels (droits de propriété, etc.).

## Trois fois plus d'endettement

Cette comparaison doit être tempérée par le fait que les deux biens ont des valeurs différentes. Les exploitations agricoles ont un patrimoine net de 1 700 milliards, contre 500 milliards pour les entreprises agricoles. Mais, en outre, la comparaison est faite sur la base de la valeur d'achat, et non de la valeur d'usage.

général, c'est-à-dire, ce qui n'est pas toujours une surprise. Les exploitations agricoles ont un patrimoine net de 1 700 milliards, contre 500 milliards pour les entreprises agricoles. Mais, en outre, la comparaison est faite sur la base de la valeur d'achat, et non de la valeur d'usage.

Le patrimoine des entreprises agricoles, qui représente 50 % de l'ensemble des patrimoines agricoles, est le plus riche. Il est composé de biens matériels (bâtiments, matériel agricole, etc.) et de biens immatériels (droits de propriété, etc.).

Cette étude sur le patrimoine agricole confirme que la productivité du capital investi en agriculture reste faible. Elle fait du poids substantiel du foncier. Cependant, les méthodes de calcul reposant souvent sur des estimations, montrent aussi à quel point il est difficile de circuler l'économie de l'agriculture, tant les dépenses d'achat nécessaires à l'activité de production et aux progrès des techniques sont élevées. Plus qu'une insuffisance d'analyse, il faut voir un mode de vie difficilement comparable avec celui des autres catégories socio-professionnelles.

JACQUES GRALL

# L'abolition des privilèges.

Fonds Communs de Placement : c'est plus qu'une nouvelle façon d'investir. C'est l'abolition d'un privilège. Maintenant, même avec un capital faible vous pouvez bénéficier des conseils des Agents de Change.

1. Le droit à la compétence : Grâce aux Fonds Communs de Placement, même avec un capital faible, chaque Français peut désormais bénéficier au moindre coût des conseils de l'un des 100 Agents de Change dont la compétence était jusqu'ici réservée aux détenteurs des plus gros portefeuilles.
2. Le droit à l'individualité : Les Fonds Communs de Placement, c'est le droit de chaque Français à des placements individualisés, personnalisés. Parce qu'aujourd'hui l'Agent de Change, spécialiste du « sur mesure », vous guide en fonction de votre situation et de vos objectifs propres.
3. Le droit à la rentabilité : Pour un risque égal, les Fonds Communs de Placement offrent à tous les Français une meilleure espérance de gain. Une performance qui implique une maîtrise complète des données de l'économie et du marché boursier. C'est l'aboutissement d'un métier de spécialiste : Agent de Change.

4. Le droit à la meilleure fiscalité : Les Fonds Communs de Placement sont assortis d'avantages fiscaux. Votre Agent de Change vous aidera à en tirer parti. Il vous dira si votre intérêt se limite à la déduction pure et simple.



Fonds Commun de Placement. Chez votre Agent de Change Révolutionnez vos placements.

Vous voulez en savoir plus ? Rencontrez dès aujourd'hui un des 100 Agents de Change de Paris ou de Province. 4, place de la Bourse Paris 2. Bureau d'Accueil de la Compagnie des Agents de Change, du lundi au vendredi de 10 à 19 h. Vous pouvez également écrire, ou téléphoner à 297.55.55.

Introduire une contrainte

Introduire une contrainte

سكنى التاجيل















— M. Patrice GATTEGNO et Mme.  
Gabrielle Baux, laissent à  
Paris, en joie d'annoncer la nais-  
sance de  
Bruno,  
le 27 septembre 1979,  
7, rue Fousse-Motte,  
75350 Marais.

— Mme André TRÈVES et la joie  
de la naissance de ses  
arrière-petits-enfants.  
Mélanie,  
le 24 mai 1979,  
chez Martine et Daniel TRÈVES.

Mikaël,  
le 5 juillet 1979,  
chez Marcell et Patrick DELLER.

Tali,  
le 6 septembre 1979,  
chez Corinne et Daniel BEYLAND.

**JACQUES BRANGER**  
— Mme Marie-Catherine Branger,  
M. et Mme Jean-Jacques Branger,  
Mme Camille Notcin,  
M. et Mme Edouard et Morel,  
ont le douloureux de faire part du  
décès, dans sa soixante-quinzième an-  
née, de  
**Jacques BRANGER**,  
officier de la Légion d'honneur,  
ancien élève  
de l'Ecole polytechnique,  
ancien directeur général  
de la Caisse d'épargne de l'Etat,  
professeur honoraire  
d'économie et de technique bancaire  
au C.N.A.M.,  
ancien membre  
du Conseil économique et social.  
Le crématorium de Paris où il sera  
inhumé dans la plus stricte intimité, le  
samedi 6 octobre 1979, à Vautheuil,  
à 14 heures, de l'inhumation à Ven-  
deuvre.

4, villa Pasteur,  
92000 Nanterre,  
22, boulevard Jean-Mermoz,

Avant, M. Jacques Branger est ancien élève de l'Ecole polytechnique, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques et de l'Ecole nationale d'administration. Ancien directeur de l'Institut national d'études de l'énergie en 1929, il est nommé en 1930 conseiller technique au ministère de l'Énergie, puis directeur du Service national des marchés de l'Etat, dont il est successivement secrétaire général, directeur adjoint, et directeur général. En 1935, est brutalement relégué à l'indigence par le régime de Vichy. Souffrant qu'il avait été victime de mystérieuses « raisons d'Etat », M. Branger dépense sa vie à vouloir faire reconnaître ses requêtes qui sont finalement rejetées en 1971.

Professeur au Conservatoire national des arts et métiers depuis 1945, Jacques Branger était également conseiller économique (de 1954 à 1959), membre du Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique (de 1959 à 1962), directeur de la section de l'énergie au Conseil économique et social (de 1959 à 1962). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont :

— Nous apprenons le décès, survenu le jeudi 4 octobre à Paris, de **Robert AHIER**, dont les obsèques seront célébrées le mardi 9 octobre, à 14 heures, au temple du 44, boulevard des Batignolles, 75017 Paris.

L'âge de soixante-deux ans, Robert Ahier était chef des services « magazine et sports » au bureau parisien de l'agence américaine U.P.I. De plus, il était chroniqueur automobile et aéronautique de son genre.

— Le président et tous les membres de l'Association des Journalistes du bricolage et de la décoration. Ont part de la mort subite de leur ami

**Jean BELLANGER,**  
survécu le mardi 2 octobre.  
Le levé du corps aura lieu mardi 9 octobre, à 10 heures, à l'hôpital Lariboisière.  
L'enterrement se déroulera à 11 h. 30, au cimetière de Melun-Sud.

— La famille et tous les amis de  
**Justine BODRY.**

— Le 24 septembre ont eu lieu dans l'intimité les obsèques du professeur Roger REIM, grand officier de la Légion d'honneur, ancien déporté résistant de Mauthausen-Gusen, membre de l'Académie des sciences, directeur général du Musée d'histoire naturelle, président honoraire de la Fondation Singer-Polignac, décédé le 17 septembre 1978. Une messe solennelle sera célébrée

Le professeur Jean Dorst, directeur du Muséum d'histoire naturelle, lui rendra hommage le vendredi 12 octobre 1979, à 10 heures, en l'église Saint-Étienne-du-Mont, place Sainte-Genève, Paris-5<sup>e</sup> (derrière le Panthéon).

De la part de :

Son épouse, Mme Panca Heim,  
Son fils Jean-Louis,  
Sa belle-fille Colette,  
Sa famille.

Et de l'Amicale des déportés de Mauthausen dont il était le président.

— Le parti communiste grec de l'intérieur et la jeunesse communiste grecque Rigas Feraios, ont la douleur d'annoncer la mort de leur camarade

**NICOS POULANTZAS.**

Ses camarades du parti appellent ses amis et ses frères ses compatriotes à l'accompagner à sa dernière demeure.

La cérémonie funèbre aura lieu le mardi 9 octobre, à 14 h. 30, à l'église rhodienne grecque de Saint-Etienne.

— Le président de l'université de Paris-VIII - Vincennes.  
Le conseil de l'université.  
Le département de sociologie.  
Les personnels enseignants et administratifs de l'université de Paris-VIII - Vincennes.  
ont la douleur de faire part du

Nicos POULANTZAS,  
professeur

- Mme Pierre Raynier,  
Ses enfants et petite-enfants,  
et le douleur de faire part du  
décès de  
M. Pierre RAYNIER,  
gouverneur honoraire  
de la France d'outre-mer,  
officier de la Légion d'honneur,  
arrivé le 1<sup>er</sup> octobre 1972.  
Les obsèques ont eu lieu le  
octobre.  
51, allée des Demoiselles,  
31400 Toulouse.

— Pour le premier anniversaire de la mort de Dietrich, lors d'une manifestation du **docteur Wilhelm HERNHARD**, directeur de recherches scientifiques du village.

— Pour le deuxième anniversaire de la mort de **M. Michel MANGE**, directeur de recherches au C.N.R.S., la plus jeune femme est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Pour le troisième anniversaire de la mort de **Boris STARCK**, la plus jeune femme est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Pour le cinquième anniversaire de la mort de **Boris STARCK**, la plus jeune femme est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— En souvenir de **Berto TAUBERT**, artiste peintre, décédé le 20 septembre 1974. Sa famille. Sa fille, la plus jeune femme est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

**Messes anniversaires**  
— Une messe sera célébrée le mercredi 10 octobre 1979, à 18 h. 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs (Paris 17<sup>e</sup>), 91, boulevard du Montparnasse, à la mémoire de  
**Jean-Claude LARZAT.**  
Une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connu et

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

**VENTE A VERSAILLES**

**HOTEL DES CHEVAG-LEERS**  
**LE DIMANCHE 14 OCTOBRE 1979**

**MATIN 10 h. : TABLEAUX - TABLEAUX MODERNES**  
**APRES-MIDI 14 h. : ARCHEOLOGIE - TABLEAUX ANCIENS**  
**GRAVURES DE VERNET - OBJETS D'ART**  
**MEUBLES ANCIENS BOIS NATUREL**

**M<sup>me</sup> CHAPELLE, PERRIN, FROMANTIN, comm.-prie. 850-69-52 et 75-04**

Expos. : vend. 12 oct. de 14 à 18 h., sém. 13 de 10 à 12 h. et de 14 à 18 h.  
Soirée : vendredi 12 oct. de 20 h. à 23 h.

**Messes.**  
— Une messe pour  
**Jacqueline MAZUKI,**  
professeur au lycée Fénelon,  
écédée le 11 août 1979,  
sera célébrée en l'église Saint-  
Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-  
Jacques (angle rue de l'Abbé-de-  
Sèze), le jeudi 11 octobre, à  
h. 20.

— La messe de rentrée universitaire de l'Institut catholique de Paris a été célébrée le jeudi 18 octobre, 18 heures, en l'église Saint-Joseph-des-Carmes. Mgr le cardinal Marty présidait la cérémonie et assurait la parole.

— Université de Paris-X, mardi octobre, à 14 h. 30, salle O 26, Mme Jacqueline Colombat, née Casser : « La littérature enfantine vicennaise : études historiques, économiques et sociologiques (1837-1905) ». »

— Université de Paris-III, mercredi octobre, à 14 heures, salle Bourc, M. Jean Deurbergus : « La réa- »

— Université de Paris-III, mercredi  
octobre, à 14 heures, salle Greard,  
Mme Michelle Bives : « Les for-  
mations anglaises et américaines à Rome ;  
l'évolution littéraire de la société  
romaine contemporaine de 1800 à  
1914 ».

— Université de Paris-III, jeudi octobre, à 14 heures, salle Liard, Roger Lejeune : « La raison dans l'œuvre de John Milton ».

— Université de Paris-III, jeudi octobre, à 14 h. 30, salle Gréard, Alain Buzk : « Le destin franco-allemand de Karl Friedrich Cramer (1752-1807) : contribution à l'étude du cosmopolitisme européen à l'époque

ur boire le SCHWEPPE'S Lemon,  
renversée la bouteille.  
SCHWEPPE'S Lemon  
la boisson renversante

**Quand on porte ce badge  
sur le cœur, on est sûr  
de l'avoir toujours en tête.**



Chaque Société de service prétend rendre de meilleurs services que ses concurrents. Nous aussi nous prétendons en faire plus. Pour ne jamais l'oublier, nous avons inscrit partout "We try harder".

Et pour vous le prouver, nous avons créé l'Assistance Avis. Cela veut dire que 24 heures sur 24, pendant toute la durée de la location de votre voiture Avis, s'il vous arrive le moindre pépin, vous téléphonez et nous arrivons à votre secours.

Cela, c'est notre nouveau service. Nos services traditionnels, vous les connaissez depuis longtemps. Et vous en êtes satisfaits, nous le savons par les cartes d'appréciation que nous dépouillons quotidiennement.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver  
votre voiture Avis auprès de  
notre Centre de réservation:  
tél. 584.12.58, ou auprès de

Après vos voyages,  
envoyez-nous une carte.

CARTE D'APPRECIATION  
COMMENT CARD

vosre agence de voyages.

Avis loue des voitures  
Opel ainsi que des camions  
en courte et longue durée.



**Opel Senator**

**AVIS**

**Nous essayons toujours d'en faire plus.**

هكذا من الاصل

[illegible]













OFFRES D'EMPLOI	la semaine	la ligne
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	66,88
IMMOBILIER	12,00	14,11
RAISONNABLE	35,00	41,18
AUTOMOBILES	35,00	41,18
AGENCE	35,00	41,18
PROF. COMM. CAPITAL	45,00	111,72

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSEES	la semaine	la ligne
OFFRES D'EMPLOI	30,00	85,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENCE	23,00	27,05

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



## SINTRA

## Groupe CGE

SINTRA (Société Industrielle des Nouvelles Techniques Radioélectriques et de l'Électronique Française)  
SINTRA connaît sur ses marchés une progression régulière et est amenée à proposer divers postes pour faire face à ce développement.

### Ingénieurs

#### Ingénieurs d'Affaires

Ils interviendront dans la maîtrise et la conduite des multiples tâches de mise en œuvre de grands systèmes. Ils auront, de préférence, une expérience dans ce domaine et le sens des relations humaines.  
(Raf. IA-M)

#### Ing. d'Etudes et d'Applications

Ils auront :  
- soit la connaissance des microprocesseurs MOTOROLA, des architectures logiques complexes (matériel et logiciel) et une expérience de 3 à 5 ans pour étudier, développer et réaliser de nouveaux matériels de technique avancée. (Raf. IEA-M1)  
- soit une formation ISEN, IDN, ENSA, etc., une expérience de 4 ans environ et si possible la connaissance du Mott 6 ou des gammes 128 et 512 pour réalisation de projets temps réel sur mini-calculateurs. (Raf. IEA-M2)

#### Ingénieur Technico-Commercial

De formation électronique, il possèdera une expérience de 3 à 5 ans dans la vente de systèmes informatiques temps réel pour applications industrielles et, si possible, une bonne connaissance de l'anglais. (Raf. ITC-M)

### Techniciens

#### Technicien d'Etudes

De niveau BTS, DUT ou équivalent, ils auront :  
- soit à étudier et développer de nouveaux matériels (la connaissance des microprocesseurs MOTOROLA est souhaitée). (Raf. TE-M1)  
- soit à intervenir dans le domaine des microprocesseurs et des logiciels réels. (Raf. TE-M2)  
- soit à étudier des circuits analogiques pour systèmes d'acquisition et de traitement de signal. (Raf. TE-M3)

#### Techniciens de Maintenance

Ces postes, nécessitant de fréquents déplacements en région parisienne et en province, impliquent :  
- soit des connaissances en électronique et une bonne expérience en informatique (mini-calculateurs). (Raf. TM-M1)  
- soit une bonne connaissance des microprocesseurs MOTOROLA (matériel et logiciel), une expérience de 3 à 5 ans et la pratique de l'anglais. (Raf. TM-M2)

### Programmeurs

#### Programmeurs Expérimentés

Ces postes s'adressent à des programmeurs expérimentés, connaissant les langages P, L, LTR, et ayant une bonne maîtrise des langages PL, LTR... Un bon esprit d'équipe est souhaité. (Raf. PE-M)

#### Programmeurs Débutants

De niveau bac ou équivalent ils auront, de préférence, des connaissances en langage temps réel, en microprocesseurs et mini-calculateurs. Les débutants sont acceptés et auront une formation assurée par l'entreprise. Ces postes nécessitent un bon esprit d'équipe. (Raf. PD-M)



Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et présentation) sous la référence correspondante au  
SERVICE DU PERSONNEL  
SINTRA - 25, rue Malesherbes - 92600 ANNIERS  
(Réponse et décision assurées)



EQUIPEE DE 2 IBM 370  
158 et 3032 MVS  
TELETRAITEMENT  
IMS-VTAM

### conseils en architecture de systèmes informatiques

Ingénieurs avec solide expérience en matière de calculs logiques de base et réseaux, acquies par exemple comme Ingénieur technico-commercial en informatique de grande diffusion.  
MISSIONS :  
- définir les moyens nécessaires à la réalisation de plans informatiques ;  
- assurer les responsabilités d'offices dans l'élaboration des propositions ;  
- assurer l'utilisation des produits nouveaux. (Raf. : 1)

#### ingénieurs système confirmés

2 ans d'expérience MVS ou IMS. Connaissance VTAM appréciée. (Raf. : 2)

#### ingénieurs système débutants

Grandes Ecoles / option Informatique. (Raf. : 3)

### analystes programmeurs confirmés

D.U.T. ou B.T.S. informatique possédant au minimum 3 ans d'expérience. (Raf. : 4)

Adresser un dossier de candidature en précisant la référence du poste.  
SEI - Service du Personnel  
92, bd Victor Hugo - 92116 CLICHY.



Société de Services et de Conseils en Informatique, recherche :

### informaticiens

LES CANDIDATS :  
- ont eu des études supérieures et 2 à 5 ans d'expérience sur une tâche de S.M.S., D.C., I.P., ...

LES POSTES :  
- développement de projets ;  
- logiciels de gestion ;  
- logiciels d'application, en milieu industriel.

NOUS LEUR OFFRONS :  
- une collaboration caractérisée par :  
- une autonomie de travail ;  
- les techniques de pointe ;  
- des possibilités d'évolution sur des tâches diverses.

Les candidats intéressés doivent se adresser à :  
ANSWARE SELECTION  
128, rue de la Paix - 75116 Paris  
Tél. 01 42 33 33 33 (10 lignes)  
en précisant la référence 0516.

Chez nous vous suivrez de très près les techniques informatiques de pointe.  
Nous avons doublé nos effectifs tous les deux ans, et nous continuons cette progression importante pour être en mesure de répondre à une demande croissante. Nous recrutons pour Paris des

### ingénieurs logiciel

qui participeront à la mise en place de systèmes informatiques chez nos clients.  
• Une expérience de trois ans est nécessaire dans les domaines industriels (Raf. M 100) ou gestion (Raf. M 101).  
• La connaissance du matériel Digital et de langages de haut niveau sera appréciée.  
• Cette fonction implique une bonne compréhension de l'anglais technique et parlé.  
Ecrivez-nous en précisant la référence à la Direction du Personnel de  
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE  
15, rue Saurin 91225 94220 Rungis cedex.

### jeunes ingénieurs électriciens

COMSIP ENTREPRISE, groupe international, 6 500 personnes, spécialisé dans l'étude, la réalisation, la mise en service et la maintenance d'installations dans les domaines de la régulation automatique, l'instrumentation, l'informatique et l'électronique, renforce sa Direction des Affaires à l'export (50% du CA) en recherchant de jeunes ingénieurs électriciens.

Après une période d'intégration de 2 ans environ comportant l'approfondissement d'une affaire sous un directeur expérimenté, technique, gestion, juridique et la participation à la conduite d'un chantier, le candidat sera amené à prendre en charge des affaires d'importation croissantes. D'autres possibilités d'évolution pourront être offertes.

Les candidats auront le sens de l'adaptation, l'esprit d'entreprise, une disponibilité aux déplacements à l'étranger et la pratique de l'anglais. Ecrire avec C.V. et présentation sous réf. M 80 à COMSIP ENTREPRISE Direction du Personnel, B.P. 305, 92506 Rueil-Malmaison Cedex.



COMSIP ENTREPRISE

### BANQUE INTERNATIONALE recherche pour le Service CREDIT DOCUMENTAIRE (IMPORT-EXPORT)

#### 1 PERSONNE

avec minimum 3 ans d'expérience, pour le SERVICE CREDITS

#### 1 PERSONNE

avec expérience. Envoyer C.V. et présentations sous réf. 7536/O à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS (qui transmettra)













**locaux  
commerciaux**

**RUEIL-MALMAISON**  
dans rue enlaidie  
proximité hôtel de ville  
locaux commerciaux

**LOUER - A DIJON (21)**  
Célex, neufs pour indus-  
ou commerçant : 300 m2  
ou 100 m2 bureaux, entières  
équipés, très bien situés.  
CAPRIGLIONE, 21, rue  
Carnot. — 21000 DIJON.

4 pav. 4-5 p. tt cft, 3  
chiff. fuel, parfait ETAT.

**bureaux**

**SAINT-AUGUSTIN**  
aux 200 ou 400 m<sup>2</sup>, 500 F  
2/an. Ecr. à 73.945 L.F.F.,  
rue de l'Isly, Paris (18).

Sur projet en cours  
Hauts-de-Seine,  
surface de bureaux  
de 500 à 5.000 m<sup>2</sup>.

es, statuts, informations juridiques, Secrét., tél., télex, bur.  
à partir de 100 F par mois

Paris 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>.  
333-74 06 - 223 16 04.

**15, QUAI AUX FLEURS**  
**EXCEPTIONNEL**  
Notre-Dame et le Palais  
de Justice, propriétaire loue  
directement  
**5 GRANDS BUREAUX**  
avec : boiserie + 4  
+ 2 caves, surface  
22,6 lignes téléphoniques,  
2-6-9 sans droit au bail,  
F. meublé. Téléphone  
51 ou voir par courrier

## Boutiques

**hôtels-partic.**  
IA Bel HOTEL part. 7 p.  
+ atelier ART. + jard.  
sustit. Rare. - 330-73-37.

commercial & local  
solutions rapides - 568-88-22

**propriétés**  
**ARINES (95)** 45 km Paris  
n. propriété sur 1.120 m<sup>2</sup>,  
pierre de taille, bon état,  
surf. hab. 250 m<sup>2</sup>, gd parc  
maison gardien + garage.  
Élé. Notaire : 833-87-64

417,000 FRANCS.  
M.G.F. — B. F. 1014-16.  
75761 Paris. — Cédex 14.

**tion  
vous  
GEMENT**

0.75

dispose de  
s de logements  
ienne.  
Paris  
la, le Crédit du Nord,  
s de l'Union  
apportant leurs concours.

## ON

COMMERCE DE PARIS,  
OCT. 1979, à 13 h. 45.  
PUBLICITÉ et IMPRESS.  
s/maz  
et toutes matières.  
Montreuil, Paris (11°)  
LOCAUX  
DIT BAH. 300 m2 env.  
5.000 F. Cons. 15.000 F.  
Porteux et Sagaut, not.  
Germain, à M<sup>e</sup> Mizou,  
60 bd de l'Estimoy.

1979, à 14 heures

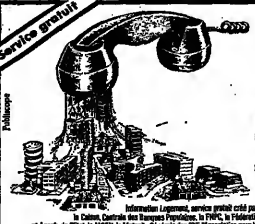
**ur-Yvette**  
CANON  
ensemble pour encheîtrer.  
Associés à Corbeil-  
6-30-26 et 495-15-12);  
r-Orge (tél. 905-37-78).

## E INDUSTRIEL

**Calais)**  
de Nationale  
spécifique de  
es  
**000 francs**  
TS A :  
est A PARTI (C)

Le cahier des charges est  
Paris, Bobigny, Créteil  
et nombreux de CREDIT

PRESENTS DE CHASSE  
HAY OTTOMAN.



**L'information  
au rendez-vous**  
**INFORMATION LOGEMENT**  
**525.25.25**  
Information Logement dispose de  
enseignements sur des milliers de logements  
neufs en région parisienne.  
49, avenue Kléber, 75116 Paris

## OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

ce de Paris.  
à 13 h 45

**A-PORTER**

ux, Paris-6.  
Tous  
Commerces

ENT - Cave  
Com. 20.000 F.  
s, Paris-11.  
-80. 500.000 F.  
à Paris (32e).

ADJ. TRIB. COMMERCE DE PARIS.  
le MARDI 16 OCT. 1970, à 13 h. 45.  
Fds Cce PUBLICITÉ et IMPRIMERIE.  
s/mx  
plastiques et toutes matières.  
37 bis, rue de Montreuil, Paris (11\*)

**Comp. le DROIT BAIL.** LOCAUX  
300 m<sup>2</sup> env.  
M. & P. (p. et b.) 5.000 F. Com. 15.000 F.  
S'ad. M<sup>rs</sup> Demouroux et Segaut, not.  
Paris-11, rue de Valenciennes, 129 bis, Wilson,  
sind. à Paris-90, tél. 46.46.46.

**L O N à Bures-sur-Yvette**

on de biens AU PALAIS DE JUSTICE A PARIS,  
LE 19 OCTOBRE 1979, à 14 heures  
EN UN SEUL LOT :  
**IMMEUBLES à USAGE INDUSTRIEL**  
Situés sur la commune de  
**LAUNAY (Pas de Calais)**

**TRIÈVLE** - Le long de la Route Nationale  
**THERRAN** d'une contenance spécifique de  
 hectares 84 ares 50 centiares  
 les parties communes y afférentes

**Mise à prix : 4.500.000 francs**

**SEULER POUR RENSEIGNEMENTS A :**  
 M<sup>re</sup> JOUTIER, ancien avoué, avocat à PARIS (1<sup>er</sup>),  
 tél. 260-20-40 ; M<sup>re</sup> Claude LASELLE, syndic à  
 Nemours ; M<sup>re</sup> Antoine CHEVRIER, syndic à PARIS.

Quelqu'un au Palais, où le cahier des charges est  
le près les Tribunaux de Paris, Robigny, Crémil  
lieux pour visiter - Prêt possible du CREDIT  
et de la BANQUE GRINDLAY OTTOMANE.

**Le Monde**

**LE DE-FRANCE**

**LES**

**Le Monde**

**LOT**

c'est facile,  
c'est p  
ça peut rapp

Cloture des jeux d



## Les communes partent en guerre contre les directives du ministre de l'environnement

# Un sourire raccourcit les distances

**Lignes Aériennes d'Autriche**  
12 rue Aubert, Paris - Réservations : 266.34.66 ou votre agent de voyages.  
Renseignements touristiques par l'Office National Autrichien du Tourisme : 073 93 82

---

Entre Paris et Vienne nous vous offrons une liaison quotidienne en DC9; départ d'Orly-Sud chaque soir 20 h. 45, arrivée à Vienne à 22 h 35.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

« Une politique du simple soulagement, comme une gestion au jour le jour, ne peuvent convenir à la situation. Seul un véritable plan pluriannuel peut permettre au conseil général de conduire une politique cohérente et à long terme, capable d'anticiper les crises extérieures d'aujourd'hui et aux menaces de toutes les natures qui pèsent sur notre avenir », a déclaré le député.

ral offre aux  
seconde ouve-  
r. Quant à 7 50  
et les gens de  
André le  
des dévoués  
groupe : trois aller  
accidents. Tout vers  
vers Conil, le der-  
rière, et l'ancien  
le jour de l'impa-  
ris Tende.

durant et les gens  
nés et des va-  
lons, s'est fite au train  
de la gare d'Ar-  
peur, ils n'avaient

peler à la S.N.C.F. sa mission de  
service public mais, aujourd'hui,  
ce schéma n'était pas à la récom-

Schappé pour quelques heures  
de leurs bureaux parisiens, les  
dirigeants de la S.N.C.F. et les  
hauts fonctionnaires qui leur faisaient  
sortir égaré, découvraient,  
dans un client du  
fer pouvait encore, de nos jours  
dan des régions reculées, se  
tailler un beau succès auprès de  
clients. Ils ont donc gardé qu'un  
vrai, un train qui n'est-ce-  
pas, pour un village, une sorte  
d'assurance-vie ?

195.18.24  
195 avenue de Paris  
**BOULOGNE**  
604.68.62  
20, Bd Jean Jaurès

**ME**  
VILLEVILLE  
Section de local

**RUMONGE**  
094.90.10  
74, rue des Minimes

**SAINT-DENIS**  
820.82.10  
173, Bd Auguste

AMNE



Le Monde

économie

MONNAIES

LE REDRESSEMENT DU DOLLAR

LES MESURES PRISES A WASHINGTON

- Le taux de l'escompte est porté de 11 à 12 %
- Les banques devront constituer des réserves supplémentaires y compris sur les dépôts en euro-dollars

M. Volcker, président du système de réserve fédérale, a annoncé le 8 octobre trois mesures complémentaires destinées à limiter contre l'inflation et l'augmentation des marchés des changes.

L'augmentation du taux d'escompte porté de 11 % à 12 % soit le plus haut niveau de l'histoire des Etats-Unis. — Le 14 octobre 1979, jour du lancement du redressement du dollar, le taux d'escompte avait été relevé d'un seul point, de 10 à 11 %, pour donner un point d'appui à la politique de l'argent serré.

M. Volcker a réitéré que le conseil d'administration de la « FRED » (Système de réserve fédérale) a voté, à l'unanimité, l'élévation à 12 % du taux de l'escompte, la plus forte augmentation de 102,5 % (à 11 %), mise en vigueur le 14 septembre, avait répondu de façon décisive à une seule voix de majorité (quatre contre trois).

ACCUEIL FAVORABLE A L'ETRANGER

Les mesures en faveur du dollar ont été généralement bien accueillies à l'étranger.

A Bonn, le porte-parole du gouvernement, M. Armin Gruenewald, a indiqué que les mesures annoncées « devaient permettre de combattre l'inflation aux Etats-Unis et maintenir les marchés que Washington se trouve effectivement déterminé à défendre le dollar ».

A Bruxelles, dans les salons proches de la Commission européenne, une seule que ces mesures devaient « stabiliser » le système monétaire international et assurer une influence positive sur le système monétaire européen. Pour la première fois, en effet, deux mesures des Etats-Unis, les mesures décidées par le Fed et les mesures décidées par la Commission européenne, se sont appliquées aux mêmes banques étrangères sans « Etats-Unis ».

A Tokyo, un porte-parole de la Banque du Japon a déclaré que les mesures annoncées en affirmant qu'elles sont de nature à renforcer la détermination du président de la Fed, M. Paul Volcker, de défendre le dollar, les mesures de la situation des échanges internationaux. — (A.F.P.)

Malheureuse nécessité

(Suite de la première page.)

Et surtout, la forte envolée spéculative des cours de l'or, qui a entraîné des autorités monétaires (pas seulement américaines) comme un avant-garde de ce qui pourrait être un mouvement général de panique causé par la perte de confiance dans le « papier-monnaie » et ses substituts.

Dans d'autres statistiques publiées la semaine dernière par le Fed, il est apparu que les dépôts en dollars de l'étranger ont augmenté de 10,5 % en septembre, la première augmentation de l'année. Les dépôts en dollars de l'étranger ont augmenté de 10,5 % en septembre, la première augmentation de l'année.

ETRANGER

SELON LA CNUCED

La dette des pays en voie de développement représenterait 360 milliards de dollars en 1980

Les perspectives économiques des pays du tiers-monde sont « nettement sombres », indique un rapport de la CNUCED (Commission des Nations unies sur le développement). Ce document doit être soumis au conseil de la conférence qui s'ouvrira, le 14 octobre, à Genève, pour deux semaines. Il s'agit d'un rapport de la CNUCED sur le développement, pendant la période 1979-1980, pendant la période 1979-1980, pendant la période 1979-1980.

Cinq ensembles régionaux

Berlin, 8 octobre. Le Club de Rome a suggéré, afin de réduire le fossé séparant les nations industrialisées et les pays en développement, la création de cinq regroupements économiques régionaux dans les zones d'impératives du tiers-monde. Il prévoit la mise en place de cinq ensembles régionaux, qui se traduiraient par une baisse du coût de production de leur production, qui se traduiraient par une baisse du coût de production de leur production.

Copenhague, 8 octobre. Les Nations unies, les ministres des affaires étrangères des Etats membres du groupe des 77 ont adopté, le 6 octobre, la « Déclaration de Copenhague » sur le développement, qui est l'organe exécutif de la CNUCED (Commission des Nations unies sur le développement), qui est l'organe exécutif de la CNUCED.

Les échanges avec le Brésil restent déficitaires pour la France

La commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Paris, 8 et 9 octobre, sous la présidence de M. Carlos Riosmena, directeur des affaires économiques du Brésil, et Jean-François Delpla, directeur des affaires économiques de la France, ont examiné la situation des échanges entre la France et le Brésil.

Le Brésil est le premier partenaire de la France en Amérique latine. En 1978, la France a vu ses échanges avec le Brésil augmenter de 40 % par rapport à 1977.

**VIENT DE PARAITRE**  
**FRANCIS LEFEBVRE** 15, rue Viète  
Paris 17<sup>e</sup>

**LES IMPOTS EN FRANCE 1979/80**  
traité pratique illustré par l'exemple, 640 pages  
Prix en notre librairie : 83 F - France 92 F.

**POUR LOUER UN VEHICULE**  
**10 POSSIBILITES**  
**MILLEVILLE**

Vous réservez, éventuellement par téléphone, vous arrivez à la station MILLEVILLE de votre choix et vous prenez, sans attendre, le volant du véhicule que vous avez choisi :

<b>ASNIERES</b> 790.31.31 35, rue de Chanzy	<b>MELUN</b> 439.03.09 6, rue de la Rochette
<b>AULNAY SOUS-BOIS</b> 866.07.55 138, rue de la République	<b>MONTREUIL</b> 808.13.95 4, rue Diderot
<b>BOBIGNY</b> 844.18.34 165, avenue de Paris	<b>MONTROUGE</b> 656.14.19 34, rue de la Vierge
<b>BOULOGNE</b> 604.68.68 20, Bd Jean-Jaures	<b>RUNGIS</b> 686.90.15 14, rue des Roudiers
	<b>SAINT-DENIS</b> 820.92.43 170, Bd Anatole France

**ME MILLEVILLE**  
location de véhicules

EN PROVINCE, 107 POSSIBILITES SUR VOTRE ROUTE

AFFAIRES

LA DEUXIEME ENTREPRISE FRANCAISE DE LUNETTERIE EST REPRISE PAR ROUSSEL-ULCAY

Le groupe pharmaceutique Roussel-Uclaf vient d'acquiescer à la vente de la Société de production des lunettes (SAMP), entreprise française spécialisée dans la fabrication de lunettes de soleil et de lunettes de nuit, commercialisées sous la marque Solar.

En entrant dans l'industrie de la lunetterie, Roussel-Uclaf vise deux objectifs : élargir ses activités dans le secteur de la santé, où le groupe est déjà présent avec ses intérêts dans les médicaments et la pharmacologie (Roche), et élargir ses activités dans le secteur de la consommation, avec un chiffre d'affaires de 50 millions de francs, dont 65 % réalisés à l'exportation.

LE MARCHE INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
\$ - L.	4,1789	4,1800	4,1810	4,1820
Yen (100)	1,8778	1,8785	1,8790	1,8795
DM	2,2800	2,2810	2,2820	2,2830
FF	1,1000	1,1010	1,1020	1,1030
S.F. (100)	14,5248	14,5258	14,5268	14,5278
S.F. (1.000)	2,6000	2,6010	2,6020	2,6030
S.F. (10.000)	2,6000	2,6010	2,6020	2,6030

TAUX DES EURO-MONNAIES

	12/10/78	11/11/78	12/12/78	13/01/79	14/02/79	15/03/79
\$ - L.	12,78	12,78	12,78	12,78	12,78	12,78
S.F. (100)	12,78	12,78	12,78	12,78	12,78	12,78
S.F. (1.000)	12,78	12,78	12,78	12,78	12,78	12,78
S.F. (10.000)	12,78	12,78	12,78	12,78	12,78	12,78
S.F. (100.000)	12,78	12,78	12,78	12,78	12,78	12,78

**Aller travailler dans les Ardennes.**  
**Quels avantages ?**

**(24) 57.12.12**

## SOCIAL

M. BARRE REÇOIT M. FRANÇOIS GEYRAC

### Les négociations sur l'aménagement du temps de travail reprennent le 10 octobre

Le premier ministre achève cette semaine sa série d'entretiens avec les organisations syndicales et professionnelles en recevant, ce lundi 8 octobre, à 9 h 30, les représentants du C.N.P.F. et, le lendemain, ceux des P.M.C.

D'autre part, les négociations entre le C.N.P.F. et les organisations syndicales sur l'aménagement du temps de travail doivent reprendre le 10 octobre.

Dans sa lettre du 13 septembre proposant aux interlocuteurs sociaux de se rencontrer pour examiner les conditions de la relance des négociations entre syndicats et employeurs, M. Barre déclarait penser notamment à un problème des basses rémunérations. Le ministre du travail prépare un bilan des accords salariaux conclus depuis le début de 1979. Actuellement, pour ainsi dire, il n'y a pas de salaire qui ne soit l'objet d'une négociation.

Quatre-vingt-dix-neuf accords salariaux ont été signés par le C.N.P.F. et les organisations professionnelles entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 avril. Ils concernent essentiellement des millions de salariés dans 79 branches professionnelles et 100 branches de services. Dans les branches où aucun accord n'a pu être conclu, il y a eu 23 décisions ou recommandations patronales.

F.O., a approuvé 16 accords (sur 99) ; la C.F.T.C., 70 ; la C.G.C., 59 ; la C.G.T., 58 et la C.F.D.T., 42. Les salariés minimaux qui ont été négociés ont porté sur le plus petit salaire de 2 000 F par mois, le S.M.I.C. assigné, le 30 avril, 2 010 F pour quarante heures de travail hebdomadaire. Dans l'industrie du sucre, le salaire-plancher atteint 2 000 F, dans celui des pâtes 1 400 F. Parfois, les salaires sont en dessous du S.M.I.C., mais il ne constitue alors qu'un élément dans le calcul des rémunérations ou primes alimentaires.

Par comparaison avec les quatre premiers mois de 1978, le nombre des accords signés est du même ordre : 59 contre 108. Dans les branches où aucun accord n'a pu être conclu, le nombre de décisions patronales est de 23 contre 23. Les salaires sont en dessous du S.M.I.C., mais il ne constitue alors qu'un élément dans le calcul des rémunérations ou primes alimentaires.

#### 413 ACCORDS EN 1978

Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1978, 413 accords salariaux ont été signés dans 223 branches professionnelles et 100 branches de services. Ils concernent 12,3 millions de travailleurs. En revanche, aucun accord n'a pu être conclu dans 167 branches, concernant environ trois millions de salariés. Les patrons ont alors appliqué dans certaines cas des décisions unilatérales.

Dans la grande majorité, les négociations ont porté sur les salaires minimaux : 51 sur 108 en 1978, 280 accords en 1979. En principe, sept millions deux cent cinquante mille salariés.

Selon le bilan établi par les services du ministère du travail, d'où sont extraits ces chiffres, F.O., la C.G.C. et la C.F.T.C. ont conclu le plus grand nombre d'accords dans les branches où elles étaient représentées. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont, elles, surtout signé les accords qui comportaient l'attribution de primes diverses et des contreparties sur l'aménagement du temps de travail, les congés familiaux, la participation d'entreprise, etc.

En revanche, au niveau des entreprises, les syndicats ont dans certains cas pu obtenir des améliorations de salaires, notamment sous la forme de primes. C'est ainsi que le minimum mensuel est passé à 3 000 F chez Grandid, à 3 150 F chez la S.N.P.C.A.-Villeneuve, et à 3 200 F chez la Providence-Auranne. Mais les ouvriers de la S.N.P.C.A. ont obtenu de plusieurs entreprises, après plusieurs semaines de grève, qu'il reprenne le travail sans avoir — ou presque — rien obtenu.

JOANNE ROY.

**"L'OR MONTE, ALORS L'ACHÈTE MES BIJOUX OR AU POIDS CHEZ SUSAN DE BERG..."**

Susan de Berg offre une idée... en or ! Achetez vos bijoux, orfèvrerie, bijoux, en or, en argent, en platine, en diamants, en pierres précieuses, en bijoux d'occasion, dans des conditions exceptionnelles de prix.

**Susan de Berg**  
66 Champs-Élysées  
75008 PARIS, Tel. 735.00.07

**COLLECTION SPECIALE OR-INVESTISSEMENT**

Les descripteurs d'une œuvre d'art sont : l'œuvre, l'artiste, le lieu, le temps, le style, le mouvement, le thème, le sujet, le genre, le support, le matériau, le format, le prix, le marché, le collectionneur, le musée, le public, le critique, le conservateur, le marchand, le galeriste, le collectionneur, le musée, le public, le critique, le conservateur, le marchand, le galeriste.

### LE CONGRÈS DES VEUVES CHEFS DE FAMILLE

#### M. Giscard d'Estaing annonce un projet de loi créant l'assurance-veuvage

Le président de la République a consacré la deuxième partie de son voyage en Aquitaine à la situation faite aux veuves chefs de famille, en assistant à la séance de clôture du deuxième congrès de leur association, la F.A.V.E.C. Le chef de l'Etat a annoncé le dépôt d'un projet de loi instituant une assurance-veuvage, l'amélioration des structures de formation pour répondre aux besoins d'insertion professionnelle des veuves, et le lancement, en 1980, d'une campagne d'information sur les droits des femmes seules, afin de rompre leur isolement.

De notre correspondant

Bordeaux. — La Fédération des associations de veuves chefs de famille (F.A.V.E.C.) a tenu son 2<sup>e</sup> congrès à Bordeaux, les 5 et 7 octobre, à l'occasion de son trentième anniversaire. La F.A.V.E.C. revendique cent cinquante mille adhérentes et son congrès a regroupé environ quatre mille deux cents personnes. Le congrès a été marqué par une allocution du président M. Giscard d'Estaing, qui a annoncé le dépôt d'un projet de loi instituant une assurance-veuvage, l'amélioration des structures de formation pour répondre aux besoins d'insertion professionnelle des veuves, et le lancement, en 1980, d'une campagne d'information sur les droits des femmes seules, afin de rompre leur isolement.

Dans le discours qu'il a prononcé devant les congressistes, M. Giscard d'Estaing a souligné l'expérience considérable de la F.A.V.E.C. devenue « interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics ». Il a affirmé que le gouvernement allait répondre aux préoccupations et aux besoins des veuves qui ne demandent pas l'assistance, mais leur juste part de la solidarité nationale et des moyens de se réinsérer normalement dans la société.

Trois objectifs ont été fixés à son action par le président de la République : d'abord un projet de loi instituant une assurance-veuvage qui devrait être examiné par le Parlement au cours de sa session de printemps de 1980. Ce projet de loi devrait être examiné par le Parlement au cours de sa session de printemps de 1980. Ce projet de loi devrait être examiné par le Parlement au cours de sa session de printemps de 1980.

Le deuxième type de mesure soulignée par le président de la République concerne l'insertion professionnelle des veuves. Le moment est venu d'examiner de façon critique les besoins des veuves en matière de formation professionnelle. Les veuves ont des besoins particuliers, et il faut leur offrir des possibilités de formation adaptées à leurs besoins.

Enfin, le troisième objectif est de rompre l'isolement des veuves. Le président de la République a souligné l'importance de l'isolement des veuves et a annoncé que le gouvernement allait prendre des mesures pour rompre leur isolement.

En conclusion, Mme Lucie Marchand, présidente de la F.A.V.E.C., a remercié M. Giscard d'Estaing pour son engagement en faveur des veuves. Elle a souligné que les veuves ont des besoins particuliers et que le gouvernement doit leur offrir des possibilités de formation adaptées à leurs besoins.

Invité dimanche 7 octobre du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Giraud, ministre de l'Industrie, a déclaré que les « fissures » découvertes dans des centrales nucléaires d'I.R.S.A. soulignent qu'il y a un risque de sécurité, mais « un risque de sécurité » mais « un risque de sécurité ».

« Le problème de l'information nucléaire est un problème très difficile », a souligné M. Giraud. Il a dit que l'information nucléaire est un problème très difficile et qu'il faut prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter tout accident.

« L'O.C.D.E. MENACE LA FRANCE DE QUITTER PARIS POUR BRUXELLES »

Les descripteurs d'une œuvre d'art sont : l'œuvre, l'artiste, le lieu, le temps, le style, le mouvement, le thème, le sujet, le genre, le support, le matériau, le format, le prix, le marché, le collectionneur, le musée, le public, le critique, le conservateur, le marchand, le galeriste.

La lettre A n° 10, de Jean-Guyon, 19008 PARIS - 26, 225-43-81.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**crédit foncier de France**

Société anonyme au capital de 200.000.000.000 F. Siège social : 10, rue de la Harpe, 75005 Paris.

**EMPRUNT 11,70% de 190.000.000.000 F.**

■ Prix d'émission : un pair, soit 2.000 F par obligation.  
■ Durée de l'emprunt : 15 ans.  
■ Date de jouissance : 22 octobre 1979.

**11,62%**

Rate du 9 octobre 1979.

**AU PRINTEMPS S.A.**

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT DE 275.000 ACTIONS PARIS-FRANCE

Sous les auspices du Crédit Lyonnais, le Printemps s'agit de lancer une O.P.A. sur 275.000 actions Paris-France (10 % du capital) au prix unitaire de 200 F et de réserver la possibilité d'acheter sur le crédit du capital de 275.000 actions Paris-France (10 % du capital) au prix unitaire de 200 F.

Cette O.P.A. a pour objet de faciliter un rapprochement entre les chaînes provinciales des grands magasins des deux groupes. Ces deux chaînes sont en effet complémentaires sur le plan géographique, les grands magasins du Printemps étant implantés principalement dans le nord de la France, tandis que ceux de Paris-France le sont dans le sud.

**COMPAGNE FINANCIÈRE DU GROUPE VICTOIRE**

Abellie et Paix

Dividende net par titre de 14 à 16 F, réparti en deux versements : 7 à 8 F le 15 octobre 1979 et 7 à 8 F le 15 novembre 1979.

Le conseil d'administration a arrêté à sa séance du 3 octobre les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1978.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 1.784.000 F, dont 1.784.000 F de bénéfice net et 0 F de bénéfice net.

**SAINRAPT ET BRICE**

Groupe d'entreprises de Travaux Publics, de Génie civil et de Bâtiment à vocation internationale.

La situation financière de Sainrapt et Brice fait apparaître un déficit net de 15 000 F pour le premier semestre de l'exercice 1979, en progression de 10 000 F par rapport au premier semestre 1978.

Pour le potentiel fiscal de Sainrapt et Brice, la SATOK, le bénéfice net ressort à 10 000 F, en progression de 10 000 F.

**COGIFI**

Compagnie d'Investissements Français Immobiliers

Un accord de sa séance du 4 octobre 1979, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1978.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 1.784.000 F, dont 1.784.000 F de bénéfice net et 0 F de bénéfice net.

**ACIER INVESTISSEMENT**

Le 30 septembre 1979, la valeur de l'actif net de la société s'élève à 1.784.000 F, dont 1.784.000 F de l'actif net et 0 F de l'actif net.

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS





